

RAPPORT ANNUEL 2009



evolIS

RAPPORT ANNUEL 2009

Entretien avec le Président	3
L'équipe dirigeante	4
Chiffres clefs	5
L'entreprise, ses activités, ses marchés	6
Les marchés de la carte plastique	9

Assemblée Générale Ordinaire

■ Rapport de gestion sur les comptes sociaux	11
■ Rapport de gestion sur les comptes consolidés	16
■ Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	19
■ Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels	20
■ Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions réglementées	21

Éléments comptables et financiers

Comptes consolidés

■ Bilan consolidé	22
■ Compte de résultat consolidé	23
■ Tableau consolidé des flux de trésorerie	24
■ Tableaux de variation des capitaux propres consolidés	25
■ Annexe aux comptes consolidés	26

Comptes sociaux

■ Bilan	39
■ Compte de résultat	41
■ Annexe aux comptes sociaux	42
■ Tableau relatif à la publicité des honoraires	50
■ Résultats des cinq derniers exercices	51



Quel bilan tirez-vous pour Evolis ?

En 2009, nous avons réalisé un chiffre d'affaires de 32.7 M€, en repli de 11% par rapport à 2008. En dépit d'une forte volatilité monétaire et d'une pression importante sur les prix, le résultat net atteint 3.3 M€, pour une marge de 10,2% du chiffre d'affaires. Dans un contexte économique difficile, notre business model s'est avéré solide et nous a même permis d'améliorer notre trésorerie.

Quelle stratégie avez-vous adopté dans ce contexte ?

Nous avons fait le choix de l'action et avons poursuivi nos investissements en R&D (4 nouveaux produits lancés en 2009). Nous avons continué à investir dans nos structures en ouvrant un bureau commercial à Shenzhen, en Chine, et en agrandissant la filiale de Singapour en vue de la mise en place d'une plateforme logistique pour l'Asie qui sera opérationnelle en 2010. Nous avons également intensifié nos actions commerciales et marketing pour supporter notre réseau de distribution actuel et ouvrir de nouveaux comptes clients.

Dix ans après la création d'Evolis, quelles sont vos perspectives ?

Les dix années passées sont synonymes de croissance, d'innovation continue, de travail d'équipe et de réussite collective.

La crise a toutefois été révélatrice d'un certain nombre de points à améliorer dans notre fonctionnement interne.

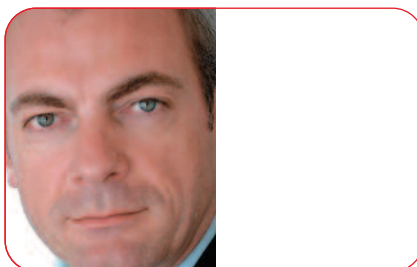
C'est pourquoi, à l'aube de nos 10 ans, nous avons lancé un grand chantier organisationnel et pris de nouvelles orientations pour donner à Evolis une nouvelle dynamique.

Pour 2010, nous entendons renouer avec un rythme de croissance à deux chiffres, et enregistrer des niveaux de marges opérationnelle et nette, de l'ordre de 15% et 10% respectivement.

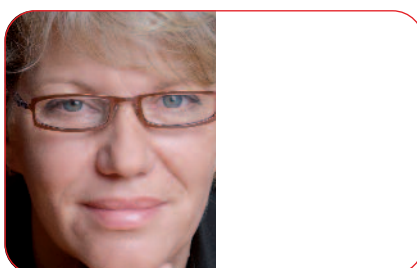
Emmanuel Picot
Président Directeur Général

L'ÉQUIPE DIRIGEANTE

Emmanuel PICOT
Président Directeur Général
Direction Commerciale & Marketing



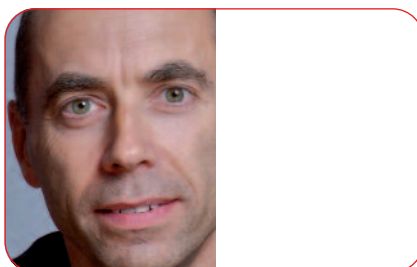
Cécile BÉLANGER
Vice-Présidente
Direction Financière, Administrative & Opérationnelle



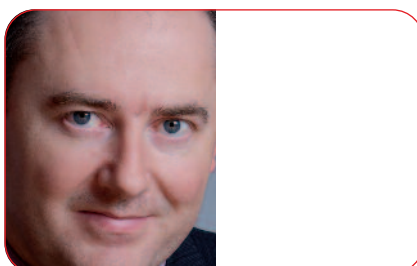
Didier GODARD
Direction Industrialisation & Coordination des Projets



Yves LIATARD
Direction Développements Mécaniques



Serge OLIVIER
Direction Développements Electroniques

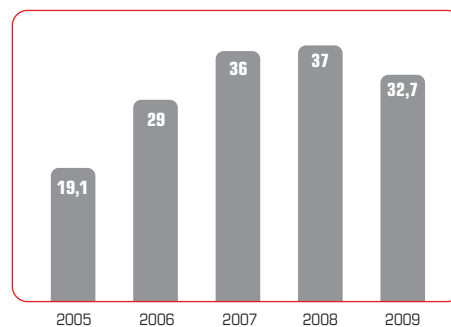


CHIFFRES CLEFS 2009

- **Chiffre d'affaires en retrait de 11 %**
- **Marge opérationnelle atteint 14,7 % du chiffre d'affaires**
- **Marge nette s'établit à 10,2 %**
- **Très bon Cash-flow d'exploitation, à plus de 6 millions d'Euros, soit 18,4 % du chiffre d'affaires**
- **Renforcement de la trésorerie nette à 7,1 millions d'Euros**

Évolution du Chiffre d'affaires (en millions d'Euros)

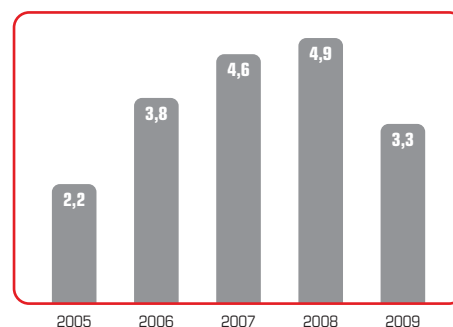
Evolis a enregistré en 2009 un chiffre d'affaires consolidé de 32,7 M€, en retrait de 11% sur l'ensemble de l'année. Le point bas a été atteint au deuxième trimestre 2009, avec - 19%, pour s'améliorer progressivement aux troisième et quatrième trimestres, et arriver à une réduction de seulement 2% sur le second semestre.



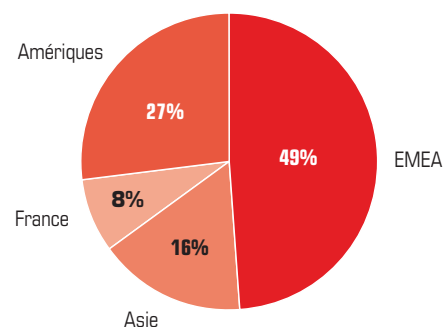
Évolution Résultat Net (en millions d'Euros)

Le résultat net atteint 3,3 millions d'euros en 2009, pour une marge nette de 10,2% du chiffre d'affaires, en augmentation à 11,7% sur le seul second semestre.

Le groupe a bénéficié de la solidité de son modèle économique et d'une vigilance opérationnelle permanente pour afficher de bons résultats, malgré une forte volatilité monétaire, une pression prix importante et un mix produits moins favorable.



Répartition du CA par zone géographique



L'ENTREPRISE, SES ACTIVITÉS, SES MARCHÉS

L'entreprise

Evolis - Leader européen sur le marché des imprimantes de cartes plastiques

La personnalisation de cartes fait appel à des techniques de pointe, tant en matière d'impression que d'encodage de données.

Evolis conçoit, fabrique et commercialise une gamme complète de systèmes d'impression de cartes plastiques :

- Impressions monochrome et quadrichromie qualité photo
- Personnalisation graphique : photos, logos, impression de textes, codes à barres
- Encodage de données : piste magnétique, puce, avec et sans contact (RFID). Les options d'encodages sont combinables entre elles.

Ces solutions d'impression permettent l'émission instantanée de tous types de cartes pour toutes les applications : cartes de fidélité, badges d'accès, cartes de paiement, titres de transport, cartes d'étudiant, permis de conduire, cartes d'identité, etc.

Une ambition

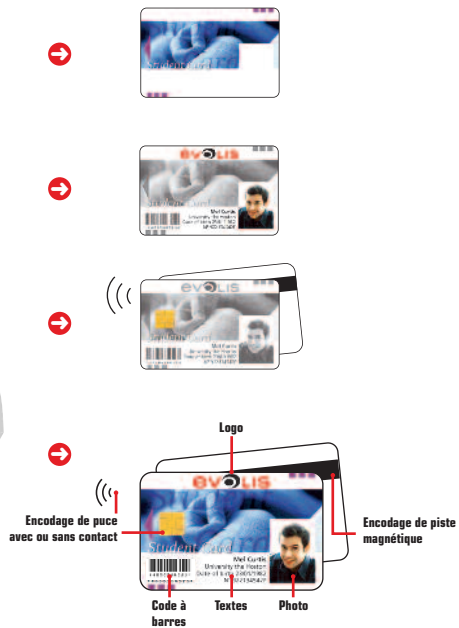
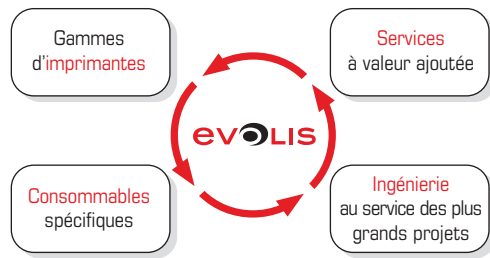
Evolis a pour ambition de démocratiser l'impression de cartes plastiques, en proposant des systèmes d'impression de qualité, qui répondent aux besoins du plus grand nombre d'entreprises et de particuliers.

Un objectif

Atteindre le plus largement et le plus vite possible les différents marchés potentiels liés à la personnalisation des cartes, grâce à une stratégie d'adaptation de l'offre produits, de prise de parts de marché et l'ouverture de nouveaux marchés.

Une organisation solide et structurée

Le Comité de Direction est constitué de 5 associés, qui disposent d'une longue expérience dans l'industrie de la carte plastique et détiennent 67% du capital.



Quelques repères

Décembre 1999	Création d'Evolis
Juin 2000	Lancement commercial d'Evolis
Janvier 2005	Ouverture de la filiale américaine, à Miami
Mars 2006	Une IPO sur Alternext sursouscrite 12,7 fois
Octobre 2006	Ouverture de la filiale asiatique, à Singapour
Mai 2008	Ouverture d'un bureau de représentation à Tokyo, Japon
Mars 2009	Ouverture d'un bureau de représentation à Shenzhen, Chine
Aujourd'hui	CA 2009 : 32,7 M€ 92% des ventes réalisées à l'export Un réseau de distribution mondiale : plus de 100 pays couverts 140 collaborateurs dans le monde 1^{er} acteur européen, 4^{ème} mondial sur le marché de l'impression de cartes plastiques

Ses activités

Evolis – une gamme complète de systèmes d'impression pour cartes plastiques

280 références produit pour couvrir toutes les demandes du marché.

Evolis consacre chaque année 4% de son chiffre d'affaires à la R&D avec l'objectif d'accroître sans cesse la performance, la fiabilité et la simplicité de ses produits.

Les solutions Evolis sont ainsi :

- Les plus rapides de leur catégorie : plus de 150 cartes/heure en couleur, 1000 cartes/heure en monochrome
- Garanties d'une impression en haute résolution : qualité photographique en couleur ou monochrome
- A la pointe des dernières technologies d'encodage : magnétique ISO et JIS2, cartes à puce, cartes à antenne RFID
- Totalement modulables : 15 références d'encodage combinables entre elles
- Compatibles avec toutes les plateformes du marché : Windows, Macintosh et Linux
- Garanties 3 ans : tout au long du processus industriel, Evolis a mis en place des tests et validations qualité qui lui permettent de proposer 3 ans de garantie sur la plupart de ses produits

Les solutions Evolis offrent le meilleur rapport performance/prix du marché et s'affirment comme les références du secteur.



Tattoo^{RW}

Personnalisation monochrome sur cartes réinscriptibles



Tattoo²

Personnalisation couleur simple face et encodage (petits et moyens volumes)



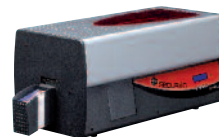
Pebble⁴

Personnalisation couleur simple face et encodage



Dualys³

Personnalisation couleur double face et encodage



SECURIION

Impression quadrichromie et encodage double face, à sécurité renforcée par laminage



QUANTUM

Impression quadrichromie en volume double face et encodage



badgy

Offre "tout en un" (imprimante, logiciel, ruban + cartes, bibliothèque de cartes à télécharger sur internet) pour réaliser instantanément des badges en couleur.

Consommables et accessoires : une activité récurrente

La qualité des consommables jouant un rôle prépondérant dans l'impression des cartes plastiques, Evolis propose une gamme complète de consommables et accessoires conçus spécifiquement pour fonctionner avec ses imprimantes :

- Consommables : politique de développement de solutions en propre
- Accessoires : réponse aux nouveaux besoins
- Une activité rentable, source de revenus récurrents, tirée par le parc installé
- plus d'un tiers du CA d'Evolis aujourd'hui

Rubans monochromes



Rubans couleur



Cartes vierges
ou avec bande
magnétique



Kits de nettoyage



Accessoires



Le savoir-faire d'Evolis : l'ingénierie

Grâce à son savoir-faire et à son outil industriel, Evolis a imposé ses solutions novatrices :

- Une maîtrise des technologies de personnalisation : impression & encodage des pistes, cartes à puces, RFID, cartes SIM
- Une gestion de projets dédiée à l'intégration de solutions spécifiques, prête à répondre aux demandes du marché
- Un outil industriel souple, capable de prendre en charge des séries rapidement et efficacement



LES MARCHÉS DE LA CARTE PLASTIQUE

Identification, sécurité & contrôle d'accès

Le badge d'identification permet d'authentifier visuellement le porteur grâce à sa photo et tout autre élément le caractérisant (nom, identifiant, code à barres, signature). Le badge de contrôle d'accès permet de sécuriser et hiérarchiser l'accès à un site grâce à une identification visuelle associée à l'encodage des données du porteur.

Ces badges sont utilisés dans les entreprises, les écoles et universités, les salons et congrès, les administrations, les centres hospitaliers, les aéroports.

Quelques références Evolis :

- Universités de Paris et Tours, France
- Université Weber State, Utah, USA
- Festival de Cannes, France
- Groupe Nestlé, Suisse
- Salon Cartes, Paris, France
- Salon SCC, Pékin, Chine
- Conférence Internationale, Maastricht, Pays-Bas

Transports

Le badge de transport est principalement utilisé pour les clients porteurs d'un abonnement hebdomadaire, mensuel ou annuel, ainsi que pour une utilisation ponctuelle de type trajet simple. Les informations relatives à l'abonnement retenu et au porteur autorisé sont stockées dans une puce ou une piste magnétique. Le badge de transport est utilisé pour les transports en commun, les parkings ou autoroutes.

Quelques références Evolis :

- RATP (Régie Autonome des Transports Parisiens), France
- ZET (Zagrebacki Elektricni Tramway), Compagnie de tramway, Zagreb, Croatie
- RATB, Transports de Bucarest, Roumanie
- SEMITAN (Transports de l'Agglomération Nantaise), France
- Stoneridge Electronics (tacographes), Espagne
- TPG (Transports Publics Genevois), Suisse
- MPK (Miejskie Przedsiębiorstwo Komunikacyjne SA), Cracovie, Pologne

Loisirs

La carte de loisirs permet d'identifier les adhérents via une personnalisation graphique et de gérer l'accès aux installations selon les droits alloués aux participants grâce à l'encodage d'une puce ou d'une piste magnétique ou encore grâce à un code à barres.

Elle est utilisée par les associations, clubs de sport, fédérations sportives, pour les événements culturels ou sportifs, ou encore par les hôtes, bateaux de croisière, casinos, discothèques.

Quelques références Evolis :

- Stades de Football de Manchester City et d'Arsenal, Royaume-Uni
- Nu Metro Cinemas, Afrique du Sud
- Stations de ski 3 Vallées (Val Thorens, Méribel, Les Ménuires), France
- Musée de la BD, Belgique
- Casinos Austria, Autriche
- Casinos Partouche, France
- Zoo de Singapour

Fidélité

Le support carte permet au commerçant de valoriser son image par l'impression de logos et visuels, mais aussi de comptabiliser les achats effectués à l'aide d'une puce, d'une piste magnétique ou d'un code à barres. Les points de vente s'orientent de plus en plus vers l'édition instantanée et décentralisée de leurs cartes de fidélité.

Elles sont utilisées par les chaînes de magasins, les franchises, les associations de commerçants, la grande distribution.

Quelques références Evolis :

- Groupe Intermarché, France
- Hyperburo, France
- Retif, France
- Colruyt, Belgique
- Cosmo Medi, Suisse
- Decathlon, FNAC Espagne
- IKEA, Singapour

Banques

Les banques s'orientent vers des solutions de personnalisation des cartes de paiement en mode instantané, au guichet. Cette solution décentralisée est particulièrement adaptée pour l'émission de cartes de remplacement (perte, vol, destruction) ou l'ouverture de nouveaux comptes.

Quelques références Evolis :

- NACF (National Agricultural Cooperation Federation), Corée
- IBK (Industrial Bank of Korea), Corée
- Woori Bank, Pusan Bank, Jeju Bank, Hana Bank, Kookmin Bank, Corée
- NCB (National Commercial Bank), Arabie Saoudite
- Piraeus Bank, Grèce

Gouvernements & Administrations

Cartes nationales d'identité, cartes de séjour, cartes d'électeurs, cartes de santé, permis de conduire : tous ces documents officiels doivent bénéficier d'une haute sécurité pour prévenir les falsifications et résister à l'usure dans le temps.

Le support carte plastique est donc idéal dans la mesure où ces documents sont au format carte de crédit.

Quelques références Evolis :

- Union Indienne des Permis de Conduire, Inde
- Ministère des Finances, Services Fiscaux, Inde
- ZUS (Institut Central des Assurances Sociales), Pologne
- NFS (Narodowy Fundusz Zdrowia), Carte européenne d'assurance maladie, Pologne
- Gouvernement d'Equateur, Carte Nationale d'Etudiant
- Gouvernement indonésien, Permis de conduire
- Ministère de la santé, Inde, Carte de santé



RAPPORT DE GESTION SUR LES COMPTES SOCIAUX

DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2009 ET RAPPORT À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

Chers actionnaires,

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale Mixte pour vous rendre compte de l'activité de notre Société durant l'exercice clos le 31 décembre 2009, et pour soumettre à votre approbation les comptes annuels dudit exercice.

Tous les documents et pièces prévus par la réglementation en vigueur ont été tenus à votre disposition dans les délais impartis.

Vos Commissaires aux comptes vous donneront dans leur rapport, toutes les informations relatives à la régularité des comptes annuels qui vous sont présentés.

De notre côté, nous sommes à votre disposition pour vous donner toutes précisions et tous renseignements complémentaires qui pourraient vous paraître opportuns.

Au présent rapport est annexé, conformément à l'article R. 225-102 du Code de commerce, un tableau faisant apparaître les résultats financiers de la Société au cours des cinq derniers exercices ainsi qu'un tableau récapitulatif des délégations en cours de validité accordées par l'Assemblée Générale au Conseil d'Administration aux fins d'augmentation du capital social immédiatement ou à terme.

Les différentes informations telles que prévues par la réglementation sont reprises successivement ci-après.

1. SITUATION ET ACTIVITÉ DE LA SOCIÉTÉ

Activité de la société

Activité :

Au titre de l'exercice social clos le 31 décembre 2009, le chiffre d'affaires est en régression de 12,5% par rapport à l'exercice précédent et s'établit à 30.610.815 €, contre 34.969.483 € pour 2008.

Le résultat net comptable diminue par rapport à l'exercice 2008 et atteint 2 916 060 € contre 4.687.309 € en 2008.

Le résultat financier, qui s'établit à 61.002 € contre 624.852 € pour 2008, est en nette baisse consécutivement notamment aux fluctuations du dollar et du yen au cours de l'exercice.

Le résultat de l'exercice a permis de dégager une capacité d'autofinancement de 3.919 K€, permettant ainsi le financement des investissements pour un montant de 3.159 K€.

Les capitaux propres ont augmenté de 1.742 K€ correspondant essentiellement au résultat de l'exercice pour 2.916 K€ diminué du versement de dividendes à hauteur de 1.178 K€.

La variation de son besoin en fonds de roulement est de - 582 K€. L'exocédent de ressources s'est traduit par une augmentation de la trésorerie de 592 K€, cette dernière s'établissant ainsi à 10.452 K€.

Le montant des emprunts et dettes financières s'élève, au 31 décembre 2009, à 3.291 K€ pour un montant de capitaux propres de 25.047 K€.

Evolution des affaires :

Evolis a enregistré un chiffre d'affaires de 30.611 K€ au titre de l'exercice 2009, en retrait de 12,5% par rapport à l'exercice 2008, avec une meilleure résistance au 4^{ème} trimestre, en repli limité à -5%.

L'activité Retail Monde s'est inscrite en retrait de 8% en 2009, à 26.853 M€. Le chiffre d'affaires Projets a enregistré un recul de 34%, pour s'établir à 3.758 M€.

Progrès réalisés et difficultés rencontrées

Trois phénomènes ont permis à Evolis de plutôt bien résister à un environnement économique adverse et un taux de change euro/dollar pénalisant :

Développement commercial dans une stratégie de prise de parts de marché :

La nouvelle activité générée par la conquête de nouveaux distributeurs, principalement sur les zones Amériques et Asie-Pacifique, a permis de compenser, en partie, la décroissance de l'activité Retail en Europe (-14%), où Evolis a une position de leader.

Sur la zone Amériques, le renforcement du réseau commercial a permis un maintien de l'activité Retail de +4% (-2% à taux de change constant).

Les investissements opérés dans la zone Asie au cours du 1^{er} semestre, à savoir l'ouverture d'un bureau en Chine et la structuration de la filiale de Singapour, ont également contribué à l'ouverture de nouveaux distributeurs. Ces investissements ont eu pour conséquence la bonne performance de l'activité Retail sur cette zone (+18%), malgré la faiblesse du dollar.

Diversification et mondialisation progressive des Projets :

Cette activité, à l'origine très centrée sur le marché bancaire en Corée du Sud, s'est progressivement ouverte grâce aux efforts entrepris par le groupe depuis 2007 sur l'ensemble des zones géographiques et des différents marchés de la personnalisation de cartes plastiques (transport, fidélisation, projets gouvernementaux).

Augmentation régulière du chiffre d'affaires Consommables :

Evolis a enregistré une progression de 11% de son chiffre d'affaires Consommables, à 12,9 M€ en 2009 (en données consolidées). Le business modèle a bien résisté en 2009 et l'activité Consommables, liée à la progression de la base installée, a joué son rôle d'amortisseur.

Evolutions prévisibles et perspectives d'avenir

Dans un contexte encore perturbé, la visibilité s'est réduite. Néanmoins, pour 2010, Evolis pressent une reprise de l'activité qui devrait se traduire par une progression du chiffre d'affaires par rapport à 2009.

Événements importants survenus entre la date de clôture du dernier exercice écoulé et la date d'établissement du présent rapport

Aucun événement important n'est survenu entre la date de clôture du dernier exercice écoulé et la date d'établissement du présent rapport.

Activités en matière de recherche et développement

Les dépenses engagées en matière de recherche et développement ont été comptabilisées en compte de charges à hauteur de 1.224 K€ (998 K€ en 2008).

Ces frais concernent principalement le développement de nouveaux produits ou de nouvelles applications.

Délais de paiement des fournisseurs et clients

Conformément à l'article L.441-6-1 alinéa 1^{er} du Code de commerce, nous vous indiquons que les délais de paiement moyens constatés au 31 décembre 2009 sont les suivants :

- Clients : 43 jours
- Fournisseurs : 49 jours

La décomposition du solde des dettes à l'égard des fournisseurs est la suivante :

En K€	2009	2008
< 30 jours	2 032	1 296
< 60 jours	651	598
> 60 jours		
Total	2683	1 893

Description des principaux risques et incertitudes auxquels les sociétés comprises dans la consolidation sont confrontées

L'ensemble de ces éléments est repris dans le rapport de gestion sur les comptes consolidés.

Indications sur l'utilisation des instruments financiers par la Société

La société a procédé à une revue des risques qui pourraient avoir un effet défavorable significatif sur son activité, sa situation financière ou ses résultats et considère qu'il n'y a pas d'autres risques significatifs hormis ceux présentés dans le rapport relatif aux comptes consolidés.

2. PRÉSENTATION DES COMPTES ANNUELS

Etablissement des comptes annuels et changement de méthodes d'évaluation retenues pour l'établissement des comptes annuels

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2009 que nous soumettons à votre approbation ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur.

Exercice social clos le	Montant total des dividendes distribués en euros	Montant du dividende par action en euros	Montant des revenus distribués éligibles et non éligibles à l'abattement
31/12/2008	1.177.845,64	0,23	Eligibles en totalité pour les personnes physiques
31/12/2007	1.170.255,64	0,23	Eligibles en totalité pour les personnes physiques
31/12/2006	712.329,52	0,14	Eligibles en totalité pour les personnes physiques

Toutes précisions et justifications figurent à l'annexe des comptes annuels.

Les règles de présentation et les méthodes d'évaluation retenues sont identiques à celles de l'exercice précédent.

Résultats économiques et financiers

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2009, la société Evolis a réalisé un chiffre d'affaires de 30.610.815 € contre un chiffre d'affaires de 34.969.483 € au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2008, soit une régression de 12,5%.

Le montant des produits d'exploitation s'élevant à 30.786.000 €, et les charges d'exploitation à 26.625.488 €, le résultat d'exploitation ressort bénéficiaire à hauteur de 4.160.512 €.

Les produits financiers s'élevant à 1.049.548 €, et les charges financières à 988.546 €, le résultat financier ressort bénéficiaire à hauteur de 61.002 €.

Le résultat courant avant impôt de l'exercice fait ressortir un bénéfice de 4.221.514 €.

Le montant des produits exceptionnels s'élève quant à lui à 31.580 € et les charges exceptionnelles à 47.026 €. Le résultat exceptionnel ressort donc déficitaire à hauteur de (15.446) €.

Le montant de l'impôt sur les sociétés au titre de l'exercice s'élève à 1.049.424 €, et la participation des salariés à 240.584 €.

Compte tenu de ces éléments, le résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2009 se solde par un bénéfice de 2.916.060 € (contre un bénéfice de 4.687.309 € au titre de l'exercice précédent).

Dépenses non déductibles fiscalement

Conformément aux dispositions de l'article 223 quater du Code Général des Impôts, nous vous indiquons que les comptes de l'exercice écoulé prennent en charge une somme de 56.141 € au titre de dépenses non déductibles fiscalement, pouvant représenter un impôt de 19.331 €.

Affectation du résultat

Nous vous proposons d'affecter le bénéfice de l'exercice, soit la somme de 2.916.060 €, de la manière suivante :

- à la réserve légale à hauteur de 207,50 euros ;
- à titre de dividendes, la somme de 925 180,74 euros, soit un dividende d'environ (compte tenu du nombre d'actions émises au 31 décembre 2009) 0,18 euros par action. Ce dividende pourrait être mis en paiement au plus tard le 30 avril 2010 ; Ce montant de dividende par action est susceptible d'être adapté en fonction du nombre d'actions émises par la société au jour de la décision de distribution.
- au poste "Autres réserves" le solde, soit la somme de 1 990 671,76 euros.

Rappel des dividendes distribués

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, nous vous rappelons les distributions de dividendes au titre des trois précédents exercices :

3. PRISES DE PARTICIPATION – CAPITAL SOCIAL

Prise de participation au cours de l'exercice écoulé

Au cours de l'exercice, notre Société a pris le contrôle dans la société Detraplast, société à responsabilité limitée au capital de 82.500 euros, dont le siège social est situé Zone Industrielle du Leard - 49380 Thouarcé, et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés d'Angers sous le numéro 424 293 405.

Niveau de participation acquis : 70% du capital (et 70% des droits de vote)

Activités principales : Injection de pièces plastiques

Intérêt de cette participation : Rationalisation des approvisionnements par la mutualisation des achats

Au titre de son dernier exercice clos,

- le chiffre d'affaires de cette société s'élève à 768.484 €
- son résultat net comptable est de - 89.582 €

Notre société a en outre pris une participation de 10% au capital social de la société COFIDUR cotée sur NYSE EURONEXT Paris Compartiment C, société ayant son siège 14, rue du Viaduc à Nogent sur Marne (94130), immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Créteil sous le numéro 682 038 385.

Activité dans les filiales et les sociétés contrôlées

Evolis Inc.

Niveau de participation détenu : 100% du capital

Activité principale : Commercialisation d'imprimantes pour cartes plastiques

	2009	2008
le chiffre d'affaires de cette société s'élève à	8.830.629 €	8.381.713 €
son résultat courant avant impôt est de	614.743 €	384.436 €
son résultat net comptable est de	381.846 €	210.045 €
le montant des capitaux propres s'élève à	1.228.526 €	891.606 €
Effectif moyen	10	10

Evolis Asia PTE Ltd

Niveau de participation détenu : 100% du capital

Activité principale : Commercialisation d'imprimantes pour cartes plastiques

	2009	2008
le chiffre d'affaires de cette société s'élève à	387.779 €	228.449 €
son résultat courant avant impôt est de	26.923 €	10.878 €
son résultat net comptable est de	15.229 €	10.119 €
le montant des capitaux propres s'élève à	110.229 €	20.840 €
Effectif moyen	4	3

Informations relatives au capital social

Conformément aux dispositions de l'article L. 233-13 du Code de commerce, nous vous indiquons que détiennent plus des trois vingtièmes du capital social ou des droits de vote de la société Evolis :

- Monsieur Emmanuel PICOT,
- Madame Cécile BELANGER,
- Monsieur Didier GODARD,
- Monsieur Serge OLIVIER.

Opérations réalisées par les dirigeants sur leurs titres

Conformément aux articles L. 621-18-2 et R. 621-43-1 du Code monétaire et financier, nous vous informons que les membres du Conseil d'Administration ont acquis 6.600 actions et ont cédé 20.000 actions au cours de l'exercice 2009.

Actionnariat des salariés

Les actions détenues par les salariés de la Société Evolis, faisant l'objet d'une gestion collective, ou frappées d'incessibilité, représentent 0,45% du capital social.

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-129-6 alinéa 2 du Code de commerce, l'Assemblée Générale est tenue tous les trois ans de se prononcer sur un projet de résolution tendant à réaliser une augmentation de capital effectuée dans les conditions prévues à l'article L. 3332-24 du Code du travail, si les actions détenues par le personnel de la société et des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L. 225-180 du Code de commerce, représentent moins de 3% du capital social.

Nous vous rappelons que l'Assemblée Générale Mixte du 23 avril 2009 s'est prononcée en application de l'article L. 225-129-6 alinéa 2 du Code de commerce sur une augmentation de capital réservée aux salariés.

Liste des mandats des dirigeants sociaux

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce, vous trouverez ci-dessous la liste des mandats exercés par vos dirigeants sociaux dans toute société :

Dirigeants sociaux	Mandats exercés
Monsieur Emmanuel PICOT	- Président de la Société Evolis Inc. - Administrateur de la Société Evolis Inc - Directeur de Evolis Asia
Madame Cécile BELANGER	- Administrateur de la Société Evolis Inc. - Directeur de Evolis Asia
Monsieur Didier GODARD	- Administrateur de la Société Evolis Inc.
Monsieur Yves LIATARD	- Administrateur de la Société Evolis Inc.
Monsieur Serge OLIVIER	- Administrateur de la Société Evolis Inc.

4. CONVENTIONS LIBRES ET RÉGLEMENTÉES

Convention courantes conclues à des conditions normales au cours de l'exercice 2009

Conformément à l'article L. 225-39 du Code de commerce, nous vous informons que la liste et l'objet des conventions portant sur des opérations courantes conclues à des conditions normales, à l'exception de celles qui, en raison de leur objet ou de leurs implications financières, ne sont significatives pour aucune des parties, ont été communiquées par le Président aux Commissaires aux Comptes.

Conventions réglementées conclues au cours d'exercices antérieurs

Nous vous rappelons les conventions réglementées, telles que visées par l'article L. 225-38 du Code de commerce, intervenues au sein de notre société au titre d'un exercice antérieur et qui se sont poursuivies au cours de l'exercice écoulé, savoir :

Avec la société EVOLIS Inc. :

Centralisation de trésorerie
Intérêts comptabilisés en produits au titre de l'exercice : 37.528 €

Avec la société EVOLIS Inc. :

Support du risque de change dans les relations commerciales : règlement des factures correspondant aux livraisons effectuées à Evolis Inc. acquitté en dollars.

Montant au titre de l'exercice : 6.748.765 €

Conventions réglementées conclues au cours de l'exercice

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-38 du code de commerce, nous vous informons qu'aucune nouvelle convention n'a été conclue au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2009.

5. RACHAT PAR LA SOCIÉTÉ DE SES PROPRES ACTIONS

Conformément aux dispositions de l'article L.225-209-1, nous vous rendons compte de l'état de rachat d'actions par notre Société.

Nous vous rappelons que l'Assemblée Générale Mixte du 23 avril 2009 a autorisé le Conseil d'administration à acquérir des actions de la Société dans la limite de 10% du capital.

Le 20 juillet 2009, notre Société a conclu avec CM-CIC un contrat de liquidité afin de favoriser la liquidité des titres de la société. Le tableau ci-après précise les modalités prévues :

Contrat de liquidité :	Achats	Ventes	Total
Nombre	21 554	15 535	
Cours moyen	10,03	10,28	
Frais de négociation (en EUR)			15 000
Nombre à la clôture			6 019
Valeur au coût d'achat (en EUR)			61 569
Valeur nominale par action (EUR)			0,08
Nombre des actions utilisées			0
Fraction du capital			0,1%

Au 31 décembre 2009, notre Société détenait 6.019 actions d'autocontrôle.

6. PROJET DE MISE EN ŒUVRE D'UN PROGRAMME DE RACHAT PAR LA SOCIÉTÉ DE SES PROPRES ACTIONS

Nous vous proposons par ailleurs d'autoriser le Conseil d'Administration à racheter des actions de la Société, conformément à l'article L.225-209-1 du Code de commerce.

Nous vous rappelons qu'à la suite de la décision de l'Assemblée Générale d'avril dernier, permettant à la société de mettre en œuvre un programme de rachat par la société de ses propres actions, la Société a conclu un contrat de liquidité avec le CM-CIC en juillet 2009.

La société a en conséquence au cours de l'exercice acquis 21 554 de ses propres actions et revendu 15 535 actions pour permettre la liquidité de ses titres.

Dans le cadre de la possibilité offerte par la loi de Modernisation de l'Economie du 4 août 2008 et l'Ordonnance du 30 janvier 2009 et pour poursuivre l'objectif de liquidité ou réaliser toute opération conforme à la réglementation en vigueur au jour de l'acquisition et mettre en œuvre toute pratique de marché qui viendrait à être admise par l'Autorité des Marchés Financiers, nous vous proposons d'autoriser le Conseil d'Administration à acquérir un nombre d'actions représentant jusqu'à 10% du capital de la Société, soit à titre indicatif à ce jour un maximum de 513.606 actions

L'achat de ces actions pourrait être effectué, à tout moment, dans le respect de la réglementation en vigueur à la date du rachat, et par tous moyens y compris par achat de bloc de titres, par l'exercice de tout instrument financier, produit dérivé.

Le prix maximum de rachat s'élèverait, hors frais, à vingt deux (22) euros par actions, soit un montant maximal de rachat compte tenu du nombre d'actions composant le capital à ce jour, égal à 11 299 332 euros.

Les actions auto détenues par la société seraient privées de leur droit de vote, du droit à dividende et en cas d'augmentation de capital social, la société ne pourrait exercer elle-même le droit de souscription attaché aux actions qu'elle détient.

La durée du programme de rachat d'actions serait de 18 mois à compter de l'Assemblée Générale Ordinaire.

Nous vous demandons en conséquence d'autoriser le Conseil d'Administration à acquérir des actions de la Société, dans les limites et conditions prévues ci-dessus.

L'ensemble des conditions et modalités de ce programme de rachat sont explicitées dans les projets de résolutions sur lesquels vous serez amenés à vous prononcer.

7. ATTRIBUTION D' ACTIONS GRATUITES

Dans la continuité de la politique de la société Evolis d'intéressement et de motivation de certains salariés clés ou mandataires sociaux, nous vous proposons comme chaque année de vous prononcer sur une délégation de compétence à votre Conseil d'Administration afin d'attribuer gratuitement des actions au profit des membres du personnel salarié de la Société ou de certaines catégories d'entre eux, et/ou des mandataires sociaux, dans les conditions prévues aux articles L. 225-197-1 et suivants du Code de commerce.

Cette délégation serait limitée à l'attribution maximum de 2 500 actions, attribuées gratuitement à l'issue d'une période d'acquisition de 2 ans sous réserve de remplir les conditions et critères éventuellement fixés par le Conseil d'Administration et sauf invalidité du bénéficiaire reconnue conformément à l'article L.225-197-1 I du Code de commerce.

Les bénéficiaires devraient conserver les actions qui leur auront été attribuées gratuitement pendant une durée minimale de deux ans à compter de l'attribution définitive desdites actions (sauf invalidité du bénéficiaire reconnue conformément à l'article L.225-197-1 I du Code de commerce).

Nous vous demandons en conséquence de déléguer au Conseil d'Administration votre compétence afin de déterminer l'identité des bénéficiaires de ces actions, le nombre d'actions susceptibles d'être attribuées gratuitement à chaque bénéficiaire, les conditions et, le cas échéant, les critères d'attribution de ces actions, ainsi que procéder à l'accomplissement de toutes les formalités et à l'établissement de l'ensemble des actes nécessaires à la réalisation de cette attribution.

La durée de validité de cette délégation serait fixée à 26 mois.

A l'issue de la période d'acquisition, les actions seraient émises à la valeur nominale par augmentation de capital par incorporation de réserves ou primes, dans la limite maximale de 10% du capital de la Société.

Il conviendrait en conséquence :

- de décider la création d'une réserve indisponible destinée à libérer les actions qui seraient attribuées gratuitement, en prenant acte que vous n'auriez plus la libre disposition de cette réserve,
- de déléguer au Conseil d'Administration de la société, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, votre compétence pour décider et fixer les conditions de l'augmentation de capital correspondant à l'émission décidée par le Conseil, et doter la réserve indisponible du montant nécessaire à la souscription de l'augmentation de capital.

Cette décision emportera si vous statuez en faveur de celle-ci renonciation de plein droit à votre droit préférentiel de souscription aux actions attribuées gratuitement au profit des bénéficiaires déterminés par le Conseil d'Administration.

L'attribution gratuite de ces 2 500 actions représenterait une augmentation de capital suite à la période d'acquisition, de deux cents euros soit une dilution potentielle de 0,04% en fonction du capital social actuel.

Toutes les conditions et modalités de cette émission sont explicitées dans les projets de résolutions sur lesquels vous serez amenés à vous prononcer. Vous pourrez en outre prendre connaissance du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur cette opération.

Nous espérons que ce projet recevra votre agrément et que vous voudrez bien adopter le projet de résolutions qui vous sera présenté et qui reprend les points de ce rapport.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

RAPPORT DE GESTION SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2009

Chers actionnaires,

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale Mixte pour vous rendre compte de l'activité de la société Evolis durant l'exercice clos le 31 décembre 2009, et pour soumettre à votre approbation les comptes consolidés dudit exercice des sociétés du Groupe, à savoir les sociétés Evolis, Detraplast, Evolis Inc. et Evolis Asia PTE LTD.

Vous trouverez ci-joint les informations relatives aux comptes consolidés du Groupe.

Vos Commissaires aux comptes vous donneront dans leur rapport toutes les informations relatives à la régularité des comptes qui vous sont présentés.

De notre côté, nous sommes à votre disposition pour vous donner toutes précisions et tous renseignements complémentaires qui pourraient vous paraître opportuns.

Les différentes informations telles que prévues par la réglementation sont reprises successivement ci-après.

1. SITUATION ET ACTIVITÉ DU GROUPE AU COURS DE L'EXERCICE ÉCOULÉ

Situation de l'ensemble constitué par les sociétés comprises dans la consolidation

Sociétés	Forme sociale	Capital social	Siège social	RCS	% de détention
Société mère					
EVOLIS	SA	410.885,44 €	Beaucouzé (49)	Angers 428 564 710	
Filiales					
DÉTRAPLAST	SARL	82.500 €	Thouarcé (49)	Angers 424 293 405	70%
EVOLIS Inc	Corporation	10.000 USD	Fort Lauderdale (Floride USA)	N/A	100%
EVOLIS Asia PTE LTD	Limited private company	150.000 SGD	Singapour	N/A	100%

La société Evolis SA a pris le contrôle de la société Detraplast au cours du mois de septembre 2009.

Evolutions prévisibles du Groupe

Dans un contexte encore perturbé, la visibilité s'est réduite. Néanmoins, pour 2010, le Groupe pressent une reprise de l'activité qui devrait se traduire par une progression du chiffre d'affaires par rapport à 2009.

Événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice de consolidation et la date à laquelle les comptes consolidés sont établis

Aucun événement important n'est survenu entre la date de clôture de l'exercice de consolidation et la date d'établissement des comptes consolidés.

Activités du Groupe en matière de recherche et développement

Les frais de recherche et développement sont engagés par la société mère qui est la seule à avoir une activité de fabrication.

Les dépenses engagées en matière de recherche et développement ont été portées à l'actif pour 687 K€ (contre 551 K€ en 2008).

Les dépenses qui ne répondent pas aux critères pour être immobilisées ont été comptabilisées en compte de charges à hauteur de 537 K€ (contre 447 K€ en 2008).

Ces frais concernent principalement le développement de nouveaux produits ou de nouvelles applications.

Analyse objective et exhaustive de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de l'ensemble des sociétés comprises dans la consolidation

Evolution des affaires

Evolis a enregistré un chiffre d'affaires consolidé de 32,7 M€ au titre de l'exercice 2009, en retrait de 11% par rapport à l'exercice 2008, avec une meilleure résistance au 4^{ème} trimestre, en repli limité à -1%.

L'activité Réseau Monde s'est inscrite en retrait de 5% en 2009, à 28,7 M€. Le chiffre d'affaires Projets a enregistré un recul de 34%, pour s'établir à 4,0 M€.

Trois phénomènes ont permis à Evolis de plutôt bien résister à un environnement économique adverse et un taux de change euro/dollar pénalisant :

- Développement commercial dans une stratégie de prise de parts de marché :

L'activité générée par la conquête de nouveaux distributeurs, principalement sur les zones Amériques et Asie-Pacifique, a permis de compenser, en partie, la décroissance de l'activité Retail en Europe (-14%), où Evolis a une position de leader.

Sur la zone Amériques, le renforcement du réseau commercial a permis un maintien de l'activité Retail de +4% (-2% à taux de change constant).

Les investissements opérés dans la zone Asie au cours du 1^{er} semestre, à savoir l'ouverture d'un bureau en Chine et la structuration de la filiale de Singapour, ont également contribué à l'ouverture de nouveaux distributeurs. Ces investissements ont eu pour conséquence la bonne performance de l'activité Retail sur cette zone (+18%), malgré la faiblesse du dollar.

- Diversification et mondialisation progressive des Projets

Cette activité, à l'origine très centrée sur le marché bancaire en Corée du Sud, s'est progressivement ouverte grâce aux efforts entrepris par le groupe depuis 2007 sur l'ensemble des zones géographiques et des différents marchés de la personnalisation de cartes plastiques (transport, fidélisation, projets gouvernementaux).

- Augmentation régulière du chiffre d'affaires Consommables :

Evolis a enregistré une progression de 11% de son chiffre d'affaires Consommables, à 12,9 M€ en 2009. Le business modèle a bien résisté en 2009 et l'activité Consommables, liée à la progression de la base installée, a joué son rôle d'amortisseur.

Résultats et situation financière :

L'activité de l'exercice a permis de dégager une capacité d'autofinancement de 5.114 K€, permettant ainsi, le financement des investissements pour un montant de 3.000 K€.

Les capitaux propres ont augmenté de 2.069 K€, essentiellement en raison du résultat de l'exercice.

La variation du besoin en fonds de roulement est de - 891 K€.

L'excédent de ressources s'est traduit par une augmentation de la trésorerie de 601 K€, cette dernière s'établissant ainsi à 10.649 K€.

Le montant des emprunts et dettes financières s'élève, au 31 décembre 2009, à 3.418 K€ pour un montant de capitaux propres de 26.935 K€.

Description des principaux risques et incertitudes auxquels les sociétés comprises dans la consolidation sont confrontées

Les sociétés consolidées n'identifient pas à ce jour de stratégie ou facteur de nature gouvernementale ou politique ayant influé sensiblement ou pouvant influencer sensiblement de manière directe ou indirecte, sur les opérations des sociétés.

Risques relatifs à la concurrence :

Depuis sa création, le Groupe développe ses activités dans un secteur concurrentiel où évoluent plusieurs concurrents.

Les sociétés du Groupe sont attentives aux évolutions du marché et aux nouveaux acteurs et conduisent en permanence une activité de veille concurrentielle.

Risques liés aux évolutions technologiques :

Le Groupe intervient dans un secteur de haute technologie, marqué par l'apparition de nouveaux produits, de nouvelles applications et donc par l'apparition de nouveaux besoins. Le succès du Groupe dépendra en partie de sa réactivité, afin de répondre, dans les meilleurs délais et dans les meilleures conditions pour ses clients, aux besoins de ceux-ci.

Afin d'anticiper, le Groupe conduit une démarche permanente de veille technologique.

Risques commerciaux :

- Risques clients

Le Groupe réalise la quasi intégralité de son chiffre d'affaires avec des grossistes importateurs (vente indirecte). De ce fait, le Groupe est moins exposé aux risques d'impayés des clients finaux des différents pays.

Lors de l'ouverture d'un nouveau compte client, le paiement se fait généralement avant la livraison ; selon la qualité du partenariat, un délai de paiement total ou partiel peut être accordé aux clients après étude de solvabilité effectuée par le service "credit control" du Groupe. Dans ce cas, un montant d'encours maximum est défini par le Groupe.

Les paiements des clients du continent asiatique se font principalement via des crédits documentaires.

Au titre de l'exercice 2009, les cinq et dix premiers clients représentent respectivement 21% et 35% du chiffre d'affaires.

- Risques fournisseurs

Une grande partie des fournisseurs accompagne le Groupe depuis sa création, ce qui a permis d'instaurer une confiance réciproque et une très bonne connaissance des besoins.

Cependant, une analyse et un suivi de ces fournisseurs sont effectués régulièrement afin de vérifier qu'ils sont capables d'accompagner la croissance et les exigences fortes du Groupe.

De plus, certains circuits d'approvisionnement ont été sécurisés afin d'assurer les sources en cas de besoin (tout en optimisant les coûts).

Le marché de la technologie de l'impression est concentré et dépend exclusivement de fabricants japonais. Cette réalité s'impose au Groupe comme à ses concurrents.

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2009, les 5 et 10 premiers fournisseurs représentent respectivement 55% et 70% des achats.

Certaines pièces détachées (principalement des composants électroniques) ont des délais d'approvisionnement pouvant aller jusqu'à 16 semaines ; des commandes cadencées sont engagées annuellement. Un stock tampon est également à disposition de la société chez des fournisseurs stratégiques.

Le délai de paiement est de l'ordre de 50 jours.

Risques juridiques : Risques liés aux droits de propriété intellectuelle

Le Groupe peut être amené, en tant que de besoin, à insérer dans leurs contrats, tant vis-à-vis de leurs clients que de leurs collaborateurs, des clauses de confidentialité et de propriété dans le but de limiter le risque de révélation d'informations relatives aux savoir-faire développés par le Groupe.

Elles ne peuvent cependant avoir aucune garantie que ces accords contractuels ou que les autres précautions prises pour protéger leurs droits de propriété intellectuelle s'avèrent suffisants pour prévenir les détournements de technologies ou des créations intellectuelles utilisées, ou pour dissuader une tierce partie de mettre en place des infrastructures similaires.

Indications sur l'utilisation des instruments financiers par les sociétés du Groupe

La société a procédé à une revue des risques qui pourrait avoir un effet défavorable significatif sur son activité, sa situation financière ou ses résultats et considère qu'il n'y a pas d'autres risques significatifs hormis ceux présentés.

Risque de change (et donc de prix)

Evolis est confrontée à différents types de risques :

- le premier résulte de la conversion dans ses états financiers des comptes de ses filiales tenus en dollar américain pour Evolis Inc et en dollar singapourien pour Evolis Asia ;
- le second est relatif à l'activité opérationnelle de la société. Des ventes, notamment celles effectuées par la filiale américaine, sont facturées en dollar américain.

Au titre de la période, les ventes facturées en US\$ représentent 14.6 M\$ soit 32% du chiffre d'affaires consolidé.

Depuis début 2003, des approvisionnements en Grande-Bretagne ont été négociés en dollars. Ces achats couvrent partiellement les ventes effectuées en dollars.

La société mère a ouvert des comptes bancaires en USD, JPY et KRW. Les soldes de ces comptes bancaires ne sont pas couverts. En fonction de l'évolution des cours de ces devises, la Société a parfois recours à des opérations de couverture.

L'ensemble de ce dispositif permet de réagir au mieux face aux fluctuations des devises mais n'exclut pas totalement un risque de change résiduel.

Risque de taux

Le niveau d'endettement étant relativement faible (taux d'endettement par rapport aux fonds propres : 17.1% en 2008 et 12.8% en 2009), le Groupe n'est pas exposé significativement au risque des taux d'intérêt.

La totalité de l'endettement est souscrit à taux fixe.

Evolis estime ne pas être confrontée de manière significative au risque de taux d'intérêts sur ses placements classés en équivalent de trésorerie.

Risque de liquidité

Le Groupe estime ne pas être exposé à un risque de liquidité du fait notamment d'un endettement limité et de la trésorerie disponible au 31 décembre 2009 (10 649 K€).

Evolis a procédé à une revue spécifique de son risque de liquidité et elle considère être en mesure de faire face à ses échéances à venir.

Les passifs financiers ne sont assortis d'aucune clause particulière susceptible d'en modifier significativement les termes.

Les financements sont réalisés auprès des banques partenaires d'Evolis.

Risque actions

Au 31 décembre 2009, Evolis SA détient une participation de 10% dans le capital de la société Cofidur, cotée sur NYSE Euronext Paris au compartiment C.

Compte tenu de la nature de ses placements (Sicav monétaires et titres de créances sous la forme de CDN), le Groupe n'est pas confronté à d'autres risques actions.

Risque de crédit

Depuis le début d'activité des sociétés du Groupe, les défaillances de paiement des clients ont été très réduites, compte tenu des modalités de paiement et des procédures mises en place décrites au paragraphe "risque client".

2. PRÉSENTATION DES COMPTES CONSOLIDÉS ANNUELS ET DU RÉSULTAT DU GROUPE

Résultats économiques et financiers

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2009, le chiffre d'affaires consolidé des sociétés du Groupe s'élève à 32.748 K€ contre 36.662 K€ en 2008, soit une diminution de 11%.

Le résultat opérationnel ressort bénéficiaire à hauteur de 4.808 K€ contre 6.748 K€ en 2008, soit une diminution de 29%.

Le montant de l'impôt sur les sociétés au titre de l'exercice s'élève à 1.386 K€.

Les autres produits et charges financières font ressortir une perte de 95 K€ contre un bénéfice de 748 K€ en 2008.

Compte tenu de ces éléments, le résultat net du Groupe au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2009 se solde par un bénéfice de 3.326 K€ (contre un bénéfice de 4.913 K€ au titre de l'exercice précédent).

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2009

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées Générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2009, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société EVOLIS, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - OPINION SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union Européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le changement de méthode exposé dans la note 3.20 de l'annexe concernant l'application de la norme IFRS 8 obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2009.

II - JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

Stocks

La note 3.10 de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives à l'évaluation des stocks. Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans la note de l'annexe.

Frais de recherche et développement

La note 3.4 de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives aux actifs incorporels immobilisés. Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans la note de l'annexe.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - VÉRIFICATION SPÉCIFIQUE

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

*Fait à Orvault et La Roche sur Yon, le 12 mars 2010
Les Commissaires aux comptes*

*RSM Secovec
Jean-Michel GRIMONPREZ
Associé*

*GROUPE Y - BOISSEAU
Emmanuel BOQUIEN
Associé*

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2009

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2009, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société EVOLIS, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

La note de l'annexe relative aux stocks expose les règles et méthodes comptables relatives à leur évaluation.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptable suivis par votre société, nous avons vérifié l'application des méthodes comptables retenues et l'adéquation des informations fournies dans la note de l'annexe.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. VÉRIFICATIONS ET INFORMATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

*Fait à La Roche-sur-Yon et à Orvault, le 12 mars 2010
Les Commissaires aux comptes*

*GROUPE Y – BOISSEAU
EMMANUEL BOQUIEN
Associé*

*RSM Secovec
JEAN-MICHEL GRIMONPREZ
Associé*

RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES

Aux actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence de conventions, mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

I - ABSENCE D'AVIS DE CONVENTION

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention conclue au cours de l'exercice et soumise aux dispositions de l'article L. 225-38 du Code de commerce.

II - CONVENTIONS APPROUVÉES AU COURS D'EXERCICES ANTÉRIEURS, DONT L'EXÉCUTION S'EST POURSUIVIE DURANT L'EXERCICE

Par ailleurs, en application du Code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, approuvées au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

1 - Avec la société EVOLIS Inc.

personnes concernées :

Madame Cécile BELANGER

Monsieur Emmanuel PICOT

Monsieur Yves LIATARD

Monsieur Serve OLIVIER

Monsieur Didier GODARD

10. La convention conclue avec la filiale, la société EVOLIS Inc., société de droit américain, à raison des avances réciproques de trésorerie, moyennant intérêts au taux Euribor 3 mois + 1 %, limité au taux fiscalement déductible.

Intérêts comptabilisés en produits

Au titre de l'exercice 2009 37 527,50 €

Encours en faveur de votre société
au 31 décembre 2009 2 512 003,48 €

11. La prise en charge, par votre société, du risque de change dans les relations commerciales avec la filiale aux Etats-Unis à raison du règlement, en dollars, des factures correspondant aux livraisons effectuées à EVOLIS Inc.

Chiffre d'affaires 2009 6 748 765 €

Perte de change 215 797 €

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

*Fait à La Roche-sur-Yon et à Orvault, le 12 mars 2010
Les Commissaires aux comptes*

*GRUPE Y - BOISSEAU
Emmanuel BOQUIEN*

*RSM Secovec
Jean-Michel GRIMONPREZ*

BILAN CONSOLIDÉ

BILAN ACTIF (K€)	Notes	Brut	Amort & dépréciations	31/12/2009 12 mois Net	31/12/2008 12 mois Net
Immobilisations corporelles					
Terrain	7	353		353	353
Constructions	7	5 300	630	4 670	4 857
Installations, matériel, outillage	7	2 911	1 731	1 180	721
Autres immobilisations corporelles	7	1 625	780	844	692
Immobilisations incorporelles					
Ecart d'acquisition		0	0	0	
Frais de recherche et développement	6	2 759	1 552	1 207	1 000
Logiciels et brevets	6	822	233	589	301
Immobilisations financières	8	890	171	720	32
Impôts différés	21				30
ACTIFS NON COURANTS		14 661	5 097	9 564	7 986
Stocks de matières		3 531	112	3 419	4 411
Stocks de produits finis		669		669	833
Stocks de marchandises		2 060		2 060	2 548
Clients		6 823	26	6 796	6 504
Actifs disponibles à la vente					
Autres actifs courants		2 089		2 089	890
Trésorerie et équivalents de trésorerie	11	10 649		10 649	10 048
Autres actifs financiers	10				669
ACTIFS COURANTS		25 822	138	25 683	25 903
TOTAL ACTIF		40 482	5 235	35 247	33 889

BILAN PASSIF (K€)	Notes		31/12/2009 12 mois	31/12/2008 12 mois
Capital	12		410	409
Prime d'émission	12		6 447	6 508
Réserve légale			41	41
Autres réserves			16 794	13 033
Résultat consolidé			3 326	4 913
Ecart de conversion			-83	-37
CAPITAUX PROPRES			26 935	24 866
Dettes financières non courantes	15		2 464	3 285
Provision pour avantages au personnel	14		162	122
Autres provisions non courantes	14		29	32
Impôts différés	21		71	
PASSIFS NON COURANTS			2 726	3 439
Fournisseurs			2 790	2 009
Dettes financières courantes	15		954	966
Autres passifs financiers	13		8	0
Dettes fiscales et sociales			1 543	1 996
Provisions courantes	14		119	127
Autres dettes			172	487
PASSIFS COURANTS			5 586	5 584
PASSIFS			8 312	9 023
PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES			35 247	33 889

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

COMPTE DE RÉSULTAT (K€)	Notes	31/12/2009 12 mois	31/12/2008 12 mois
Chiffre d'affaires	17	32 748	36 662
Marchandises et matières consommées		15 096	16 862
Charges de personnel	18	6 788	7 217
Autres achats et charges externes		3 810	3 980
Impôts et taxes		497	532
Dotations aux amortissements	6 & 7	1 557	1 337
Dotations aux provisions nettes de reprises		-38	109
Variations des stocks de produits finis		-164	180
Autres produits et charges opérationnels		-67	-58
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL		4 808	6 748
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		142	312
Coût de l'endettement financier brut		144	150
COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET		-1	162
Autres produits et charges financiers	20	-95	748
Charge d'impôt sur le résultat	21	1 386	2 746
RÉSULTAT NET DES ACTIVITÉS POURSUIVIES		3 326	4 913
RÉSULTAT NET D'IMPOT DES ACTIVITÉS NON POURSUIVIES		0	0
RÉSULTAT NET		3 326	4 913
Part du groupe		3 315	4 913
Intérêts minoritaires		11	0
Nombre moyen d'actions à la clôture	16	5 130 049	5 110 068
Résultat par action (en €)		0,65	0,96
Résultat dilué par action (en €)		0,65	0,96

TABLEAU CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS	Notes	2009 12 mois	2008 12 mois
En K€			
Résultat net des sociétés intégrées		3 326	4 913
Amortissements et provisions sur immobilisations	6 & 7	1 557	1 337
Variation d'impôt différé	21	101	49
Plus values nettes de cession d'immobilisations			
Paiements fondés sur des actions	12	130	292
Capacité d'autofinancement		5 114	6 591
Variation du besoin en fonds de roulement (calculé à partir des données nettes de provisions)		891	-2 957
VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE D'EXPLOITATION		6 005	3 634
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	6	-1 015	-822
Acquisitions d'immobilisations corporelles	7	-1 130	-1 088
Acquisitions d'immobilisations financières	8	-857	-18
cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		1	
cessions d'immobilisations financières	8	5	39
Incidence des variations de périmètre	6 & 7	-351	
VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE D'INVESTISSEMENT		-3 346	-1 889
Augmentation des capitaux propres		-46	48
Dividendes payés	16	-1 178	-1 170
Emission d'emprunts et dettes financières			1 000
Remboursement d'emprunts et dettes financières		-833	-960
VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE DE FINANCEMENT		-2 057	-1 081
VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE TOTAL		601	663
Trésorerie à l'ouverture	11	10 048	9 385
Trésorerie à la clôture	11	10 649	10 048

TABLEAUX DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

ÉTAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

En K€	Capital	Prime d'émission	Réserves consolidées	Écarts de conversion	Total capitaux propres part groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
Situation au 31 décembre 2008	409	6 508	17 986	-37	24 865		24 865
Effet des changements de méthodes comptables							
Situation retraitée	409	6 508	17 986	-37	24 865		24 865
Produits et charges reconnus directement en capitaux propres			-171		-171		-171
Résultat de la période			3 315		3 315	11	3 326
Total des produits et charges de la période			3 144		3 144	11	3 155
Distribution de dividendes			-1 178		-1 178		-1 178
Variation de périmètre						64	64
Variation des écarts de conversion				-46	-46		-46
Paiements en actions et assimilés			130		130		130
Variation actions propres	0	-61	5		-57		-57
Augmentation de capital	2		-2				
Situation au 31 décembre 2009	410	6 447	20 085	-83	26 859	76	26 935

En K€	Capital	Prime d'émission	Réserves consolidées	Écarts de conversion	Total capitaux propres part groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
Situation au 31 décembre 2007	407	6 508	13 953	-85	20 783		20 783
Effet des changements de méthodes comptables							
Situation retraitée	407	6 508	13 953	-85	20 783		20 783
Produits et charges reconnus directement en capitaux propres							
Résultat de la période			4 913		4 913		4 913
Total des produits et charges de la période			4 913		4 913		4 913
Distribution de dividendes			-1 170		-1 170		-1 170
Variation des écarts de conversion				48	48		48
Paiements en actions et assimilés			292		292		292
Augmentation de capital	2		-2				
Situation au 31 décembre 2008	409	6 508	17 986	-37	24 866		24 866

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés couvrant la période du 1^{er} janvier 2009 au 31 décembre 2009.

Les données chiffrées sont exprimées en milliers d'Euros, sauf indication contraire.

Note liminaire

- Note 1 - Informations concernant l'entreprise
- Note 2 - Événements significatifs
- Note 3 - Méthodes comptables
- Note 4 - Périmètre de consolidation
- Note 5 - Regroupements d'entreprises et écarts d'acquisition
- Note 6 - Immobilisations incorporelles
- Note 7 - Immobilisations corporelles
- Note 8 - Immobilisations financières
- Note 9 - Actifs destinés à être vendus
- Note 10 - Autres actifs financiers
- Note 11 - Trésorerie et équivalents de trésorerie
- Note 12 - Capitaux propres
- Note 13 - Gestion des risques financiers
- Note 14 - Provisions
- Note 15 - Échéancier de la dette financière
- Note 16 - Dividendes distribués
- Note 17 - Informations sectorielles
- Note 18 - Charges de personnel
- Note 19 - Frais de recherche et développement comptabilisés en charges
- Note 20 - Autres produits et charges financiers
- Note 21 - Impôt
- Note 22 - Engagements
- Note 23 - Événements post clôture
- Note 24 - Parties liées

Note liminaire

Les comptes consolidés présentés sont établis en appliquant la totalité des normes IFRS (International Financial Reporting Standards), publiées à la date d'arrêté, par l'IASB (International Accounting Standards Board) et adoptées par l'Union Européenne.

Au 31 décembre 2009, aucune norme et interprétation IFRS émise et non encore entrée en vigueur n'a été appliquée par anticipation (notamment IFRS 3 Révisée).

Note 1

Informations concernant l'entreprise

La société Evolis est une Société Anonyme de droit Français. Elle a été créée en décembre 1999 et a clôturé son premier exercice au 31 décembre 2000.

Elle a pour principale activité la conception, la fabrication et la

commercialisation d'imprimantes pour cartes plastiques et la vente des consommables associés.

Les états financiers au 31 décembre 2009 reflètent la situation comptable de la société et de ses filiales.

Le Conseil d'administration du 10 mars 2010 a arrêté les comptes consolidés.

Note 2

Événements significatifs

2.1 Variation de périmètre

Au 30 septembre 2009, le groupe a intégré dans son périmètre de consolidation la société Détraplast, dont l'activité principale est la transformation des matières plastiques, et détient 70% du capital, acquis pour 150 000 euros.

2.2 Prise de participation

Evolis a pris une participation de 10% de la société Cofidur, un des leaders dans le secteur de la sous-traitance électronique. Ce rapprochement avec un fournisseur stratégique de la filière électronique va permettre à Evolis de sécuriser son sourcing en cartes électroniques d'une qualité irréprochable, de poursuivre la rationalisation de son approvisionnement et d'être plus réactif en terme de conception et de production.

La société Cofidur est cotée sur NYSE EURONEXT Paris, compartiment C.

Note 3

Méthodes comptables

Le règlement n° 1606/2002 du Comité de réglementation comptable européen impose l'utilisation des normes comptables internationales IFRS dans les comptes consolidés des sociétés dont les titres sont admis sur un marché réglementé.

Bien que n'étant pas soumise à cette obligation car n'étant pas cotée sur un marché réglementé, la Société EVOLIS a opté pour la présentation de ses comptes annuels consolidés en appliquant les normes IFRS.

3.1 Présentation des états financiers consolidés

Les états financiers sont présentés en milliers d'Euros.

Les états financiers sont préparés sur la base du coût historique à l'exception des actifs et passifs qui doivent être enregistrés selon les normes IFRS, à leur juste valeur.

Les actifs destinés à être cédés ou consommés dans le cycle d'exploitation normale du groupe, ou à être cédés dans les douze mois suivant la clôture, ainsi que la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont des actifs courants.

Les dettes échues au cours du cycle d'exploitation normale, ou dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice, constituent des dettes courantes.

Les autres actifs et autres dettes sont considérés comme non courants.

L'établissement des états financiers consolidés selon les normes IFRS nécessite d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses qui affectent les montants figurant

dans ces états financiers. Ces estimations partent d'une hypothèse de continuité d'exploitation et sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement. Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations. Le recours à des estimations concerne notamment les éléments suivants :

- évaluation des engagements de retraite,
- évaluations des provisions.

3.2 Principes de consolidation

Evolis consolide par intégration globale toutes les filiales dont elle détient le contrôle juridique et/ou effectif.

Le contrôle existe lorsqu'Evolis détient le pouvoir de diriger, directement ou indirectement, les politiques financières et opérationnelles de l'entreprise de manière à obtenir des avantages de celle-ci. Le contrôle est présumé exister si Evolis détient plus de la moitié des droits de vote.

Les filiales sont consolidées à partir du moment où Evolis en prend le contrôle et jusqu'à la date à laquelle ce contrôle est transféré à l'extérieur du groupe. Le groupe ne comprend aucune entité qualifiée d'"entreprise associée" ou de "co-entreprise".

Les soldes au bilan, les produits et charges réciproques sont éliminés, ainsi que les résultats internes.

Des informations relatives aux filiales sont données en note 4.

3.3 Méthode de conversion

Les achats et ventes libellés en monnaies étrangères sont convertis et comptabilisés au cours du mois où ils sont facturés. Des pertes ou gains de change, liés au décalage entre le paiement ou l'encaissement des factures et leur comptabilisation, sont constatés en autres produits et charges financiers.

Les créances et les dettes sont évaluées au cours de clôture.

La société EVOLIS Inc tient ses comptes en dollars américains et la société EVOLIS Asia en dollars singapouriens. Pour la consolidation, il est utilisé la méthode de conversion du cours de clôture pour le bilan et celle du cours moyen de change pour le compte de résultat et du tableau de flux de trésorerie. La différence de conversion en résultant est inscrite en capitaux propres au poste écart de conversion.

3.4 Actifs incorporels immobilisés

Hors marques, les actifs incorporels immobilisés sont tous amortissables.

Ils concernent principalement les frais de recherche et développement qui remplissent les conditions d'activation et mis en œuvre pour la conception de nouvelles gammes ou version d'imprimantes.

Les conditions d'activation de l'actif incorporel sont les suivantes :

- Faisabilité technique de l'achèvement de l'actif incorporel afin de pouvoir l'utiliser ou le vendre.
- Intention d'achever l'actif incorporel et de l'utiliser ou le vendre.
- Capacité à l'utiliser ou le vendre.
- Comment l'actif générera des avantages économiques futurs probables.
- Disponibilité actuelle ou future des ressources techniques, financières ou autres nécessaires pour réaliser le projet.
- Capacité à mesurer de manière fiable les dépenses liées à cet actif pendant sa phase de développement.

3.5 Amortissements des actifs incorporels

L'amortissement est comptabilisé en fonction de la durée d'utilité estimée de l'actif incorporel. Le tableau ci-dessous décrit les durées et modes d'amortissement pratiqués :

	Durée (année)	Mode
Frais de recherche et développement	3	linéaire
Logiciels, brevets, marques	3 ou 5 ou N/A	linéaire

3.6 Actifs corporels immobilisés

Les actifs corporels immobilisés figurent au bilan à leur coût d'acquisition.

Lorsqu'une immobilisation corporelle a des composantes significatives ayant des durées d'utilité différentes, ces composantes sont comptabilisées séparément.

3.7 Amortissements des actifs corporels immobilisés

Les amortissements sont calculés sur la durée d'utilité selon les méthodes suivantes :

	Durée (année)	Mode
Constructions	7 à 40	linéaire
Matériel industriel	3 à 10	linéaire
Outilage	3	linéaire
Agencement et aménagement	5	linéaire
Installations générales	5 à 10	linéaire
Véhicules de transport	1 ou 5	linéaire
Matériel de bureau et informatique	3 à 5	dégressif ou linéaire
Mobilier	5	linéaire

Le siège social a fait l'objet de la décomposition suivante :

gros œuvre et structure	Linéaire sur 40 ans
menuiseries extérieures	Linéaire sur 25 ans
plomberie - chauffage - étanchéité	Linéaire sur 20 ans
aménagements intérieurs	Linéaire sur 15 ans
aménagements extérieurs - abord	Linéaire sur 10 ans
revêtements de sols	Linéaire sur 7 ans

3.8 Subventions publiques

Conformément à la possibilité offerte par IAS 20, les subventions d'investissement sont enregistrées en déduction de la valeur brute des immobilisations au titre desquelles elles ont été reçues. Elles sont comptabilisées en réduction de la charge d'amortissement sur la durée d'utilité de l'actif amorti.

3.9 Actifs immobilisés destinés à être cédés

Les actifs destinés à être cédés sont présentés, s'il y a lieu, sur une ligne distincte du bilan dès lors que la date de la cession devient probable. La valeur comptable est alors recouvrable par une vente ou un échange contre d'autres actifs. Lorsque cette valeur, diminuée des frais de cession, est inférieure à la "juste valeur", une dépréciation est constatée.

3.10 Stocks

Les stocks de marchandises et de matières sont évalués au prix de revient d'achat suivant la méthode du coût moyen pondéré. Les stocks de produits finis sont valorisés au coût de production incluant le prix d'achat des matières et les frais accessoires ainsi que le coût de main d'œuvre. Sont exclus les

frais généraux non imputables à la production.

La valeur brute des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Une provision pour dépréciation est pratiquée pour couvrir les pertes probables sur les articles obsolètes ou sur ceux qui ne pourront plus être intégrés dans le processus de fabrication.

3.11 Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

La valeur d'inventaire est appréciée créance par créance en fonction du risque de non recouvrement (éventuelles procédures judiciaires ou retards de paiement importants).

3.12 Actifs financiers

Les actifs financiers comprennent les actifs disponibles à la vente, les actifs détenus jusqu'à leur échéance, les actifs évalués à leur juste valeur par le résultat, les prêts et créances et la trésorerie et équivalents de trésorerie.

L'évaluation et la comptabilisation des actifs financiers sont définies par la norme IAS 39.

Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs financiers sont évalués à leur juste valeur nette des coûts de transaction.

A la date d'acquisition, le groupe détermine la classification de l'actif financier dans l'une des quatre catégories comptables prévues par la norme IAS 39 :

- Actifs détenus jusqu'à leur échéance.
- Actifs disponibles à la vente.
- Prêts et créances.
- Actifs évalués à leur juste valeur par le résultat.

Après la comptabilisation initiale, les actifs détenus jusqu'à leur échéance et les prêts et créances sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif ("TIE"). Les actifs disponibles à la vente et les actifs évalués à leur juste valeur par le résultat sont comptabilisés à la juste valeur avec variation de valeur enregistrée directement dans les capitaux propres pour les premiers et dans le compte de résultat pour les seconds.

La juste valeur des titres Cofidur correspond à son cours de bourse. Les dépôts de garantie sont constatés au coût correspondant au prix payé incluant les coûts d'acquisition liés à l'investissement.

Les actions d'autocontrôle sont comptabilisées en réduction des capitaux propres. Les pertes et profits résultant de la cession de ces actions sont imputés directement sur les capitaux propres et n'affectent pas le résultat.

3.13 Trésorerie et équivalents de trésorerie

Sont classés en équivalent de trésorerie les instruments répondant aux critères de la norme IAS 7 (placement à court terme, très liquide, facilement convertible en un montant connu de trésorerie et soumis à un risque négligeable de changement de valeur).

3.14 Instruments financiers dérivés

Selon les normes IAS 32 et 39, tous les instruments financiers dérivés doivent être inscrits au bilan à leur valeur de marché. La méthode de consolidation des variations de leur valeur de marché diffère selon que l'instrument dérivé est utilisé pour couvrir un risque de valeur de marché, un risque de flux de trésorerie futur, un risque de change sur un investissement net en devises ou qu'il ne constitue pas un instrument de couverture :

- Les variations de valeur des instruments dérivés couvrant un

risque de valeur de marché sont comptabilisées dans le compte de résultat. Elles sont compensées par la réévaluation symétrique de l'actif, de la dette ou de l'engagement ferme couvert, également comptabilisée dans le compte de résultat.

- Les variations de la valeur des instruments dérivés couvrant des flux de trésorerie futurs sont comptabilisées en capitaux propres. Elles sont rapportées au compte de résultat au fur et à mesure de la réalisation de flux de trésorerie. La part de la variation de juste valeur des instruments dérivés jugée comme non efficace est enregistrée en résultat.
- Les variations de juste valeur des instruments dérivés couvrant un risque de change sur un investissement net en devises sont comptabilisées en capitaux propres. La variation de juste valeur correspondant à la partie inefficace de la couverture est enregistrée en résultat.
- Les instruments dérivés contractés dans le cadre de la politique de gestion des risques mise en œuvre par Evolis, mais ne constituant pas des instruments de couverture au sens des normes IAS 32 et 39, sont comptabilisés à leur valeur de marché. Les variations de valeur sont appréhendées dans les résultats de la période.

La qualification de couverture résulte de l'intention initiale d'affecter l'instrument dérivé à la couverture d'un actif, d'une dette, d'un engagement ferme ou d'un flux de trésorerie futur, définie et documentée dès l'origine. L'efficacité de cette couverture doit être démontrée par la vérification régulière de la corrélation entre la variation de la valeur de marché de l'instrument de couverture et celle de l'élément couvert. La fraction non efficace de la couverture est systématiquement enregistrée au résultat financier.

Un dérivé incorporé est une composante d'un contrat qui répond à la définition d'un produit dérivé et dont les caractéristiques économiques ne sont pas étroitement liées à celle du contrat hôte. Un dérivé incorporé doit être séparé de son contrat hôte et comptabilisé selon les règles applicables aux dérivés (juste valeur par résultat) si, et seulement si, les trois conditions suivantes sont remplies :

- Les caractéristiques économiques et les risques du dérivé incorporé ne sont pas étroitement liés aux caractéristiques économiques et aux risques du contrat hôte ;
- Le dérivé incorporé respecte la définition d'un dérivé selon la norme IAS 39 ;
- Le contrat hybride n'est pas évalué à la juste valeur avec comptabilisation des variations de juste valeur par le biais du compte de résultat.

Au 31 décembre 2009, le groupe ne détient plus de contrat présentant un dérivé incorporé.

3.15 Capital et réserves

Le résultat par action est calculé sur le résultat net - part du groupe. Le nombre d'actions retenu est le nombre moyen de titres en circulation de la SA Evolis au cours de l'exercice.

Conformément à IAS 33 révisé, il a été tenu compte de l'impact des éventuelles actions à émettre. Ce retraitement n'a pas d'effet significatif sur le résultat par action.

3.16 Avantages au personnel

Engagements de retraite

Les indemnités de départ à la retraite, correspondant à un engagement à prestation définie, sont liées aux conventions collectives s'appliquant à la société mère du groupe. Elles

concernent les indemnités à verser lors du départ en retraite des salariés. Le groupe provisionne ces engagements en fonction de l'estimation du montant versé à chaque salarié à son départ, actualisé et affecté d'une probabilité de réalisation de l'événement.

Les écarts actuariels sont comptabilisés directement en résultat l'année de leur constatation.

Le groupe n'est pas concerné par les autres avantages à l'exception du droit à la formation et des médailles du travail dont les montants ont été considérés comme non significatifs.

Paiements fondés sur des actions

Les plans d'attribution de BSPCE, ainsi que les plans d'attribution d'actions gratuites donnent lieu à l'enregistrement d'une charge constituée de l'espoir de gain par les bénéficiaires de ces plans, répartie sur la période d'acquisition en contrepartie des réserves.

Les principales hypothèses du modèle sont les suivantes :

- Turn over : 5% par an.
- Délai d'acquisition : 24 mois.
- Juste valeur des BCE attribués sur la base d'une volatilité attendue de 45%, d'un taux sans risque de 4% et d'un taux de distribution de dividendes de 1%.
- Juste valeur des actions gratuites sur la base du cours de l'action à la date d'attribution.

3.17 Provisions

Les provisions sont comptabilisées lorsque le groupe a une obligation résultant d'un événement passé, qu'une sortie probable de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

3.18 Evaluation et comptabilisation des passifs financiers

A l'exception des passifs de transaction et des instruments dérivés constituant des passifs qui sont évalués à la juste valeur, les emprunts sont évalués initialement à la juste valeur minorée des frais de transaction puis au coût amorti, calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif (TIE). Lorsque l'emprunt est conclu au taux du marché, et en l'absence de frais accessoires, le TIE est égal au taux facial de l'emprunt.

3.19 Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est comptabilisé lorsque les risques et avantages inhérents à la propriété des biens sont transférés à l'acheteur, et que le montant peut être évalué de manière fiable.

3.20 Information sectorielle

La norme IFRS 8, obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2009, a été mise en place. Les deux niveaux d'information retenus sont : Le secteur géographique et l'activité. Les principaux indicateurs suivis sont le revenu et le résultat opérationnel courant. L'application d'IFRS 8 n'a pas modifié la détermination des secteurs géographiques et d'activité par rapport à ceux retenus au 31 décembre 2008.

Le premier niveau d'information sectorielle est organisé par secteur géographique sur la base de la localisation de ses clients.

Le second niveau d'information sectorielle est organisé par secteur d'activité : Imprimantes, consommables et divers.

Les données sectorielles n'intègrent que les données directement attribuables ou qui peuvent être raisonnablement affectées.

3.21 Contrats de location

Les biens financés par crédit bail font l'objet d'un retraitement pour tous les contrats relatifs aux biens dont la valeur d'origine est supérieure à 100 K€. Le retraitement des autres contrats inférieurs ne serait pas significatif

Les autres contrats sont des locations simples. Les loyers sont comptabilisés en charges sur une base linéaire jusqu'à l'échéance du contrat.

3.22 Impôts

Les impôts différés sont comptabilisés suivant la méthode du report variable sur les décalages temporaires existant à la clôture entre la base fiscale des actifs et leur valeur comptable au bilan.

Des impôts différés actifs sont comptabilisés dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable sera disponible.

La loi de finance pour 2010, votée le 30 décembre 2009, a supprimé l'assujettissement à la taxe professionnelle à compter de 2010, et l'a remplacée par la Contribution Economique Territoriale (CET), qui comprend deux nouvelles contributions : CFE, et CVAE...

Le groupe a conclu à ce stade que ce changement fiscal consistait essentiellement en une modification des modalités de calcul de l'impôt local français, sans en changer globalement la nature. Le groupe considère donc qu'il n'y a pas lieu d'appliquer à la CVAE comme à la CFE un traitement comptable différent de celui de la taxe professionnelle. Ces deux nouvelles contributions seront donc classées en charges opérationnelles, sans changement par rapport à celui retenu pour la taxe professionnelle.

Aucun impôt différé n'a été provisionné en résultat suite à cette réforme

Note 4

Périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation a été modifié en 2009 :

Société	date de clôture	date d'entrée	Siège social	% d'intérêt
Société Mère				
Evolis	31/12/2008	-	Beaucouzé (49)	-
Filiales				
Evolis Inc	31/12/2009	04/10/2004	Fort Lauderdale (Floride USA)	100%
Evolis Asia	31/12/2009	20/09/2006	Singapour	100%
Détraplast	31/12/2009	30/09/2009	Thouarcé (49)	70%

Note 5

Regroupements d'entreprises et écarts d'acquisition

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés comme des acquisitions. Les actifs et les dettes reprises sont comptabilisés à leur juste valeur. Le cas échéant, l'excédent entre le coût d'acquisition et la juste valeur des actifs acquis et des passifs repris est comptabilisé comme un écart d'acquisition.

En norme IFRS, les écarts d'acquisition ne sont pas amortissables et font l'objet, au moins une fois par an, d'un test de dépréciation.

5.1 Liste des acquisitions

2009	Date d'acquisition	% de titre acquis	% d'intérêt à la fin de l'exercice	% d'intérêt à la fin de l'exercice
DETRAPLAST (Activité : La transformation des matières plastiques)	30/09/2009	70%	70%	70%

Le prix d'acquisition relatif à cette opération s'est élevé à 150 K€ sur l'exercice 2009.

5.2 Analyse des actifs et passifs acquis

La juste valeur des actifs et passifs à la date d'acquisition se détaille comme suit :

en milliers d'euros (date d'acquisition)	Valeur comptable	Ajustement de juste valeur	Juste valeur
ACTIF			
Actifs non courants			
Immobilisations incorporelles non amortissables			
Immobilisations incorporelles amortissables			
Immobilisations corporelles	23	320	344
Autres actifs non courants	7		7
Actifs courants			
Stocks	22		22
Autres éléments de BFR actif	209		209
PASSIF			
Passifs non courants			
Intérêts minoritaires			
Provisions non courantes	2		2
Dettes financières non courantes	35	113	148
Autres dettes non courantes			
Impôts différés passif			
Passifs courants			
Provisions courantes			
Éléments de BFR passif	218		218
Dettes financières courantes			
ACTIF NET TOTAL ACQUIS 100%			214
Goodwill			0
FLUX NETS DE TRESORERIE LIES A L'ACQUISITION			214
Prix d'acquisition			150
Trésorerie acquise			15

Les évaluations à la juste valeur des actifs et passifs ont été réalisées à la date d'acquisition.

Note 6
Immobilisations incorporelles

Valeur brute	31/12/08	acquisitions	diminutions	31/12/09
Ecarts d'acquisition				
Frais de recherche et développement	2 072	687		2 759
Logiciels, brevets	494	328		822
Total	2 566	1 015		3 581
Amortissements				
Ecarts d'acquisition				
Frais de recherche et développement	1 073	479		1 552
Logiciels, brevets	192	40		233
Total	1 267	520		1 785
Valeur brute				
31/12/07				
Frais de recherche et développement	1 732	551	211	2 072
Logiciels, brevets	223	271		494
Total	1 956	822	211	2 566
Amortissements				
31/12/07				
Frais de recherche et développement	791	493	211	1 073
Logiciels, brevets	145	50		194
Total	936	543	211	1 267

Note 7 Immobilisations corporelles

Valeur brute	31/12/08	variations de périmètre	acquisitions	diminutions	31/12/09
Terrain	353				353
Constructions	5 204		81		5 285
Constructions en-cours			15		15
Matériel industriel	110		11		122
Outillage	1 550	416	587		2 552
Agencement et aménagement	228		9		236
Installations générales	98	29	52	42	137
Véhicules de transport	350		120	0	469
Matériel de bureau et informatique	486		218	1	703
Mobilier	278		37		315
Total	8 657	445	1 130	43	10 189

Amortissements	31/12/08	variations de périmètre	dotations	diminutions	31/12/09
Terrain					
Constructions	347		283		630
Matériel industriel	77		16		94
Outillage	1 037	77	423		1 537
Agencement et aménagement	53		47		100
Installations générales	21	24	24	30	39
Véhicules de transport	96		71		167
Matériel de bureau et informatique	302		120	1	421
Mobilier	100		53		153
Total	2 034	101	1 038	31	3 141

Valeur brute	31/12/07	acquisitions	diminutions	31/12/08
Terrain	353			353
Constructions	4 862	341		5 204
Matériel industriel	105	6		110
Outillage	1 252	298		1 550
Agencement et aménagement	194	33		228
Installations générales	13	85		98
Véhicules de transport	325	25		350
Matériel de bureau et informatique	300	190	4	486
Mobilier	169	110		278
Total	7 573	1 088	4	8 657

Amortissements	31/12/07	dotations	diminutions	31/12/08
Terrain				
Constructions	82	265		347
Matériel industriel	63	14		77
Outillage	736	301		1 037
Agencement et aménagement	11	42		53
Installations générales	8	13	0	21
Véhicules de transport	42	54		96
Matériel de bureau et informatique	245	59	2	302
Mobilier	54	45		100
Total	1 241	794	2	2 034

Note 8 Immobilisations financières

Valeur brute	31/12/08	variations de périmètre	acquisitions	diminutions	31/12/09
Valeurs mobilières			751		751
Créances			93		93
Dépôts de garantie	32	7	13	5	46
Total	32	7	857	5	890

Dépréciations	31/12/08	variations de périmètre	dotations	reprises	31/12/09
Valeurs mobilières			171		171
Dépôts de garantie					
Total			171		171

Les valeurs mobilières sont classées dans la catégorie "actifs financiers disponibles à la vente".

La provision pour dépréciation constatée au 31 décembre 2009, correspond à la moins value latente sur des "actifs financiers disponibles à la vente" et a été imputée sur les capitaux propres.

Valeur brute	31/12/07	acquisitions	diminutions	31/12/08
Valeurs mobilières	510	0	510	
Dépôts de garantie	53	18	39	32
Total	563	18	549	32

Note 9 Actifs destinés à être vendus

Le groupe ne possède aucun actif non courant destiné à être cédé et ne projette aucun abandon d'activité.

Note 10 Autres actifs financiers

Valeur brute	31/12/08	acquisitions	diminutions	31/12/09
Valeurs mobilières	510	1 000	1 510	0
Total	510	1 000	1 510	0

Valeur brute	31/12/07	acquisitions	diminutions	31/12/08
Valeurs mobilières		510		510
Total		510		510

Note 11 Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont présentés à l'actif à leur juste valeur et comprennent les valeurs mobilières de placement, les titres de créances, la trésorerie en banque et la caisse.

	31/12/09	31/12/08
Valeur mobilières	4 481	3 091
Titres de créances (Certificats de dépôts négociables)	1 900	5 100
Disponibilités à l'actif	4 268	1 856
Trésorerie et équivalents de trésorerie	10 649	10 048

Les CDN sont classés en équivalent de trésorerie car ils répondent aux critères de la norme IAS 7 (placement à court terme, très liquide, facilement convertible en un montant connu de trésorerie et soumis à un risque négligeable de changement de valeur).

La valeur vénale des valeurs mobilières de placement à la clôture se présente comme suit :

	31/12/09	31/12/08
Coût historique	4 481	3 091
Plus value latente	0	0
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 481	3 091

Note 12 Capitaux propres

12.1 Capital

Le capital social, entièrement libéré, se décompose au 31 décembre 2009 de 5 138 068 actions de 0.08 euro de nominal chacune. Le nombre d'actions a augmenté de 26 000 au cours de la période suite à l'acquisition d'actions gratuites attribuées en 2007.

Le nombre d'actions d'autocontrôle s'élève à 6 019.

12.2 Paiements fondés sur des actions

- Dans le cadre du plan d'attribution gratuite d'actions, une attribution à un salarié a été effectuée selon les modalités suivantes :

Date d'attribution	11/07/09
Organe ayant attribué les actions	Conseil d'administration
Nombre d'actions	2 000
Prix d'exercice (en €)	0
Période d'acquisition	2 ans
Durée de vie	n/a

- Evolution du nombre d'actions gratuites :

	Nombre d'actions gratuites
actions en circulation au 31/12/2008	29 825
actions attribuées au cours de la période	2 000
actions acquises au cours de la période	26 000
actions en circulation au 31/12/2009	5 825

- Evolution du nombre de BSPCE :

	Nombre de BCE	Prix d'exercice moyen (en €)
BCE en circulation au 31/12/2008	23 227	10,53
BCE attribués au cours de la période	0	n/a
BCE exercés au cours de la période	0	n/a
BCE en circulation au 31/12/2009	23 227	10,53
dont exerçables	10 227	9,24

- Impact sur le résultat :

	31/12/2009	31/12/2008
Charge comptabilisée	130	292

Note 13 Gestion des risques financiers

La société a procédé à une revue des risques qui pourraient avoir un effet défavorable significatif sur son activité, sa situation financière ou ses résultats et considère qu'il n'y a pas d'autres risques significatifs hormis ceux présentés

13.1 Risque de change

Evolis est confrontée à différents types de risques :

- le premier résulte de la conversion dans ses états financiers des comptes de ses filiales tenus en dollar américain pour Evolis Inc et en dollar singapourien pour Evolis Asia ;
- le second est relatif à l'activité opérationnelle de la société. Des ventes, notamment celles effectuées par la filiale américaine, sont facturées en dollar américain.

Au titre de la période, les ventes facturées en US\$ représentent 14.6 M\$ soit 32% du chiffre d'affaires consolidé.

Depuis début 2003, des approvisionnements en Grande-Bretagne ont été négociés en dollars. Ces achats couvrent partiellement les ventes effectuées en dollars.

La société a ouvert des comptes bancaires en USD, JPY et KRW. Le solde de ces comptes bancaires ne sont pas couverts. En fonction de l'évolution des cours de ces devises, la Société a parfois recours à des opérations de couverture.

L'ensemble de ce dispositif permet de réagir au mieux face aux fluctuations des devises mais n'exclut pas totalement un risque de change résiduel.

- Achats à terme de devises

	31/12/09		31/12/08	
	actif	passif	actif	passif
Achat à terme en JPY		8	183	
Vente à terme en USD			-25	
Instruments dérivés de change	0	8	159	0

13.2 Risque de taux

Le niveau d'endettement étant relativement faible (taux d'endettement par rapport aux fonds propres : 17.1% en 2008 et 12.8% en 2009), la société n'est pas exposée significativement au risque des taux d'intérêt.

La totalité de l'endettement est souscrit à taux fixe.

La société estime ne pas être confrontée de manière significative au risque de taux d'intérêts sur ses placements classés en équivalent de trésorerie.

13.3 Risque de liquidité

La Société estime ne pas être exposée à un risque de liquidité du fait notamment d'un endettement limité et de la trésorerie disponible au 31 décembre 2009 (10 649 K€).

La société a procédé à une revue spécifique de son risque de liquidité et elle considère être en mesure de faire face à ses échéances à venir.

les passifs financiers ne sont assortis d'aucune clause particulière susceptible d'en modifier significativement les termes.

Les financements sont réalisés auprès des banques partenaires d'Evolis.

Cf note 15 pour la ventilation des passifs financiers par échéances.

13.4 Risque actions

Au 31 décembre 2009, Evolis détient une participation de 10% dans le capital de la société Cofidur, cotée sur NYSE EURONEXT Paris au compartiment C.

Compte tenu de la nature de ses placements (Sicav monétaires et titres de créances sous la forme de CDN), la société n'est pas confrontée à d'autres risques actions.

13.5 Risque de crédit

Depuis le début d'activité des sociétés du Groupe, les défaillances de paiement des clients ont été très réduites.

Evolis réalise la quasi intégralité de son chiffre d'affaires avec des grossistes importateurs (vente indirecte). De ce fait, Evolis n'est pas exposé aux risques d'impayés des clients finaux des différents pays.

À l'export, lors de l'ouverture d'un nouveau compte client, le paiement se fait avant la livraison ; à partir d'un certain temps de partenariat, un délai de paiement total ou partiel peut être accordé aux clients après étude de solvabilité effectuée par le service "credit control" d'Evolis. Dans ce cas, un montant d'encours maximum est défini par Evolis.

Les paiements des clients du continent asiatique se font via des crédits documentaires.

• Situation des retards de paiement :

En K€	31/12/09	31/12/08
Inférieurs à 6 mois	2 387	1 712
Supérieurs à 6 mois	67	72
Total	2 454	1 784

• Tableau des mouvements des dépréciations :

En K€	31/12/08	dotations	reprises	31/12/09
Dépréciation des stocks	191		79	112
Dépréciation des créances	12	13		26
Total	203	13	79	138

En K€	31/12/07	dotations	reprises	31/12/08
Dépréciation des stocks	112	79		191
Dépréciation des créances	5	9	2	12
Total	117	88	2	203

Note 14 Provisions

Tableau des mouvements :

En €	31/12/08	var. de périmètre	dotations	reprises			31/12/09
				utilisées	non util.	total	
Avantages au personnel	122	2	38				162
Garantie à plus d'un an	32		6	9	9		29
Sous total non courants	154	2	44	9	9		191
Garantie à moins d'un an	127		119	98	28	127	119
Sous total courant	127		119	98	28	127	119
Total	281	2	163	98	37	136	310

En €	31/12/07	dotations	reprises			31/12/08
			utilisées	non util.	total	
Avantages au personnel	61	61				122
Garantie à plus d'un an	42			9	9	32
Sous total non courants	102	61		9	9	154
Garantie à moins d'un an	155	97	94	32	126	127
Sous total courant	155	97	94	32	126	127
Total	257	158	94	41	135	281

14.1 Avantages au personnel

Les provisions pour avantages au personnel concernent les engagements d'indemnités de départs en retraite du personnel de la société mère et de la société DETRAPLAST. Pour les filiales récemment créées, compte tenu de la faible ancienneté du personnel, les indemnités éventuellement à provisionner ont été considérées comme étant non significatives.

Le faible montant de la provision s'explique par l'effectif de 138 personnes, l'âge moyen et l'ancienneté peu élevée des employés de la Société.

Le montant de la provision a été évalué en appliquant la méthode préférentielle (norme IAS 19 révisée). La méthode de calcul utilisée est la méthode rétrospective des unités de crédits projetés avec droits accumulés.

Les principales hypothèses retenues sont les suivantes :

- Salariés concernés : personnel, en contrat à durée indéterminée, lié à la société par un contrat de travail.
- Départ à l'initiative du salarié à 65 ans.
- Taux de charges sociales : 43.7%.
- Taux d'actualisation retenu : 3.13%.
- Taux de progression des salaires retenu : 4%.
- Taux de rotation du personnel : 5%.

En €	2009	2008
Solde à l'ouverture	122	61
Variation de périmètre	2	
Coût des services rendus au cours de la période	44	39
Coût financier	4	2
Cotisations		
Ecarts actuariels	-10	22
Prestations servies		-2
Coûts des services passés		
Réductions		
Règlements		
Soldes à la clôture	162	122

Les indemnités de fin de carrière de Evolis Asia ne sont pas comptabilisées car non significatives.

14.2 Provisions pour garantie

Les garanties en cours à la fin de la période sont provisionnées à partir d'estimations statistiques du taux de retour des imprimantes vendues. Ces statistiques sont propres à l'entreprise et sont déterminées à partir des retours observés depuis l'origine de la Société.

Note 15 Echéancier de la dette financière 31/12/09

	Taux	moins 1 an	de 1 à 5 ans	plus de 5 ans	Total
Emprunts à long terme	3.15% à 7.44%		2 464		2 464
Emprunts à court terme					
Partie à court terme des emprunts à long terme	3.15% à 7.44%	954			954
Total		954	2 464		3 418

	Taux	moins 1 an	de 1 à 5 ans	plus de 5 ans	Total
Emprunts à long terme	3.15% à 4,24%		2 856	429	3 285
Emprunts à court terme					
Partie à court terme des emprunts à long terme	3.15% à 4,24%	965			965
Total		965	2 856	429	4 250

Note 16 Dividendes distribués

En €	31/12/09	31/12/08
Dividendes nets mis en paiement au cours de la période	1 177 846	1 170 256
Total	1 177 846	1 170 256

Montant par action	31/12/09	31/12/08
Nombre moyen d'actions au cours de la période	5 127 126	5 099 729
Montant par action	0,2	0,2

Montant par action	31/12/09	31/12/08
Nombre d'actions au 31 décembre	5 130 049	5 110 068
Montant par action	0,23	0,23

Note 17

Informations sectorielles

Premier niveau d'information sectorielle :

2009	EMEA	Asie Océanie	Amériques	Total sectoriel	non affecté	Total
Revenus provenant des ventes externes	18 659	5 259	8 831	32 748	0	32 748
Revenus générés par les autres secteurs	0	0	0	0	0	0
Résultat opérationnel sectoriel	7 753	1 300	2 828	11 881	-7 073	4 808
Valeur comptable totale des actifs	11 841	1 256	4 394	17 492	17 755	35 247
Passifs sectoriels	0	6	94	100	8 212	8 312
Acquisitions d'actifs non courants	1 020	371	425	1 815	775	2 590
Charge d'amortissement incluse dans le résultat sectoriel	529	160	214	902	655	1 557
Autres charges sans contrepartie en trésorerie	10	0	17	26	-65	-38
2008	EMEA	Asie Océanie	Amériques	Total sectoriel	non affecté	Total
Revenus provenant des ventes externes	20 753	7 527	8 382	36 662	0	36 662
Revenus générés par les autres secteurs	0	0	0	0	0	0
Résultat opérationnel sectoriel	9 652	2 463	2 337	14 452	-7 704	6 748
Valeur comptable totale des actifs	11 568	1 029	4 413	17 011	16 878	33 889
Passifs sectoriels	0	16	74	90	8 933	9 023
Acquisitions d'actifs non courants	460	282	312	1 055	785	1 839
Charge d'amortissement incluse dans le résultat sectoriel	427	187	179	794	546	1 340
Autres charges sans contrepartie en trésorerie	-11	-9	-11	-31	140	109

Second niveau d'information sectorielle :

2009	Imprimantes	consom- mable	Divers	Total	non affecté	Total
Revenus provenant des ventes externes	17 309	12 874	2 565	32 748	0	32 748
Valeur comptable totale des actifs	6 488	2 060	0	8 549	26 698	35 247
Acquisitions d'actifs non courants	1 739	0	0	1 739	852	2 590
2008	Imprimantes	consom- mable	Divers	Total	non affecté	Total
Revenus provenant des ventes externes	22 794	11 606	2 262	36 662	0	36 662
Valeur comptable totale des actifs	6 964	2 548	0	9 512	24 377	33 889
Acquisitions d'actifs non courants	855	0	0	855	984	1 839

Données sectorielles par implantation géographique des actifs :

2009	EMEA	Asie Océanie	Amériques	Total sectoriel	non affecté	Total
Valeur comptable totale des actifs	31 017	171	4 059	35 247	0	35 247
Acquisitions d'actifs non courants	2 436	13	141	2 590	0	2 590
2008	EMEA	Asie Océanie	Amériques	Total sectoriel	non affecté	Total
Valeur comptable totale des actifs	29 704	63	4 122	33 889	0	33 889
Acquisitions d'actifs non courants	1 723	36	81	1 839	0	1 839

EMEA : Europe, Middle-East, Africa (Europe, Moyen-Orient, Afrique).

Note 18 Charges de personnel

18.1 Détail des frais de personnel

	31/12/2009	31/12/2008
Salaires et traitements	4 907	4 753
Charges sociales	2 133	2 023
Salaires et charges sociales activés au titre des frais de recherche et développement	-560	-469
Avantages en nature	-46	-35
Remboursement frais de personnel	-16	-26
Paievements en actions et assimilés	130	292
Intéressement	0	177
Participation légale	241	504
Sous total	6 788	7 217
Impôts et taxes sur rémunérations	178	137
Personnel extérieur	69	22
Avantage au personnel	38	61
Total	7 073	7 437

18.2 Répartition de l'effectif moyen

	31/12/09	31/12/08
Cadres et agents de maîtrise	51	42
Employés	87	96
Total	138	138

18.3 Rémunérations allouées aux dirigeants

	31/12/09	31/12/08
Rémunérations	607	778
Total	607	778

Note 19 Frais de recherche et développement comptabilisés en charges

	31/12/09	31/12/08
Marchandises et matières consommées	18	13
Frais de personnel	464	388
Autres achats et charges externes	56	46
Total	537	447

Note 20 Autres produits et charges financiers

En K€	31/12/09	31/12/08
Résultat de change	-277	670
Autres produits financiers	182	78
Total	-95	748

Note 21 Impôt

21.1 Ventilation de l'impôt comptabilisé

	31/12/09	31/12/08
Impôt exigible	1 285	2 696
Impôt différé actif		
Impôt différé passif	101	49
Total	1 386	2 746

21.2 Preuve d'impôt

	31/12/09			31/12/08		
	Base	Taux	Impôt	Base	Taux	Impôt
Résultat net	3 326			4 913		
Impôt comptabilisé	1 386			2 746		
Résultat avant impôt	4 712	34,24%	1 613	7 658	34,24%	2 622
Total	4 712	34,24%	1 613	7 658	34,24%	2 622
Paiement en actions et assimilés	130	34,24%	44	292	34,24%	100
Crédits d'impôts			-228			
Déficits reportables	-98	34,24%	-33			
Plus value sur participation	-107	34,24%	-37			
Divers			26			24
Total retraitements			-227			124
Impôt réel			1 386			2 746

Note 22

Engagements

22.1 Engagements donnés

En K€	31/12/09	31/12/08
Nantissement de comptes d'instruments financiers		500
Promesse d'hypothèque	2 714	4 000
Total	2 714	4 500

22.2 Engagements reçus

Néant

22.3 Engagements réciproques

	31/12/09	31/12/08
Contrats de crédit bail en cours	120	
Total	120	

22.4 Autres engagements

Montant total des paiements minimaux futurs à effectuer au titre des principaux contrats de location simple :

	31/12/09	31/12/08
Location des locaux à Fort Lauderdale	320	414
- dont à moins d'un an	83	83
- dont à plus d'un an et moins de 5 ans	238	332
Location des locaux à Singapour	59	
- dont à moins d'un an	35	
- dont à plus d'un an et moins de 5 ans	23	
Total	379	414

Note 23

Événements post clôture

Néant

Note 24

Parties liées

Rémunérations versées aux dirigeants : Cf note 18.

BILAN

BILAN ACTIF			Net (N)	Net (N-1)
Rubriques	BRUT	Amortissements	31/12/2009	31/12/2008
CAPITAL SOUSCRIT NON APPELÉ				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concession, brevets et droits similaires	325 238	231 016	94 223	75 305
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	494 129		494 129	224 357
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
TOTAL immobilisations incorporelles :	819 367	231 016	588 352	299 662
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	353 477		353 477	353 477
Constructions	5 354 617	638 090	4 716 527	4 922 382
Installations techniques, matériel et outillage industriel	2 500 945	1 621 165	879 780	720 597
Autres immobilisations corporelles	1 339 855	692 045	647 810	514 676
Immobilisations en cours	15 367		15 367	71 100
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles :	9 564 261	2 951 300	6 612 960	6 582 232
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations	877 037	64 022	813 015	8 131
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	3 200		3 200	513 386
Prêts				
Autres immobilisations financières	161 282		161 282	6 250
TOTAL immobilisations financières :	1 041 519	64 022	977 497	527 768
ACTIF IMMOBILISÉ	11 425 147	3 246 338	8 178 809	7 409 663
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières et approvisionnement	3 505 502	112 160	3 393 342	4 410 848
Stocks d'en-cours de production de biens				
Stocks d'en-cours production de services				
Stocks produits intermédiaires et finis	669 335		669 335	833 179
Stocks de marchandises	1 224 116		1 224 116	1 308 922
TOTAL stocks et en-cours :	5 398 953	112 160	5 286 793	6 552 950
CRÉANCES				
Avances, acomptes versés sur commandes	268 662		268 662	65 330
Créances clients et comptes rattachés	4 588 171	9 674	4 578 496	5 371 650
Autres créances	4 198 266		4 198 266	3 052 444
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL créances :	9 055 099	9 674	9 045 424	8 489 424
DISPONIBILITÉS ET DIVERS				
Valeurs mobilières de placement	6 380 865		6 380 865	8 188 108
Disponibilités	4 071 136		4 071 136	1 671 119
Charges constatées d'avance	73 294		73 294	80 222
TOTAL disponibilités et divers :	10 525 294		10 525 294	9 939 449
ACTIF CIRCULANT	24 979 346	121 835	24 857 512	24 981 823
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes remboursement des obligations				
Écart de conversion actif	24 907		24 907	163 538
TOTAL GÉNÉRAL	36 429 400	3 368 172	33 061 228	32 555 023

BILAN PASSIF	Net (N)	Net (N-1)
Rubriques	31/12/2009	31/12/2008
SITUATION NETTE		
Capital social ou individuel dont versé 410 885	410 885	408 805
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	6 507 925	6 507 925
Écarts de réévaluation dont écart d'équivalence		
Réserve légale	40 881	40 705
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées	274 146	276 066
Autres réserves	14 763 354	11 254 227
Report à nouveau		
Résultat de l'exercice	2 916 060	4 687 309
TOTAL situation nette :	24 913 251	23 175 037
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	61 763	65 263
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES	72 078	64 247
CAPITAUX PROPRES	25 047 092	23 304 547
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	173 166	322 306
Provisions pour charges	159 830	121 751
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	332 996	444 057
DETTES FINANCIÈRES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	3 291 447	4 250 950
Emprunts et dettes financières divers	478	478
TOTAL dettes financières :	3 291 925	4 251 428
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	18 184	39 543
DETTES DIVERSES		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 792 342	1 954 075
Dettes fiscales et sociales	1 409 411	1 960 385
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	131 223	447 26
Autres dettes		
TOTAL dettes diverses :	4 332 976	4 361 726
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE		
DETTES	7 643 086	8 652 697
Écarts de conversion passif	38 054	153 722
TOTAL GÉNÉRAL	33 061 228	32 555 023

COMPTE DE RÉSULTAT

COMPTE DE RÉSULTAT		Net (N)		Net (N-1)
Rubriques	France	Export	31/12/2009	31/12/2008
Ventes de marchandises	817 463	11 006 905	11 824 368	10 994 073
Production vendue de biens	1 718 227	16 581 372	18 299 599	23 534 662
Production vendue de services	56 889	429 960	486 848	440 749
Chiffres d'affaires nets	2 592 578	28 018 236	30 610 815	34 969 483
Production stockée			(163 844)	179 937
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			10 000	21 417
Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges			328 101	231 558
Autres produits			928	847
PRODUITS D'EXPLOITATION			30 786 000	35 403 242
CHARGES EXTERNES				
Achats de marchandises [et droits de douane]			5 575 424	5 464 285
Variation de stock de marchandises			84 806	(86 567)
Achats de matières premières et autres approvisionnement			8 138 815	12 188 671
Variation de stock [matières premières et approvisionnement]			1 096 113	(1 153 469)
Autres achats et charges externes			3 535 928	3 691 391
TOTAL charges externes :			18 431 086	20 104 310
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILÉS			552 806	542 401
CHARGES DE PERSONNEL				
Salaires et traitements			4 399 684	4 561 337
Charges sociales			2 022 827	1 970 471
TOTAL charges de personnel :			6 422 511	6 531 807
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Dotations aux amortissements sur immobilisations			1 002 199	827 687
Dotations aux provisions sur immobilisations				
Dotations aux provisions sur actif circulant			474	87 913
Dotations aux provisions pour risques et charges			163 166	158 374
TOTAL dotations d'exploitation :			1 165 839	1 073 974
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION			53 246	4 135
CHARGES D'EXPLOITATION			26 625 488	28 256 628
RÉSULTAT D'EXPLOITATION			4 160 512	7 146 614
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participation				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			25 458	119
Autres intérêts et produits assimilés			177 605	434 482
Reprises sur provisions et transferts de charges			163 538	179 861
Différences positives de change			625 984	824 074
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			56 962	72 361
			1 049 548	1 510 896
CHARGES FINANCIÈRES				
Dotations financières aux amortissements et provisions			88 929	163 538
Intérêts et charges assimilées			140 686	150 263
Différences négatives de change			758 931	572 244
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
			988 546	886 045
RÉSULTAT FINANCIER			61 002	624 852
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS			4 221 514	7 771 465
PRODUITS EXCEPTIONNELS				
Produits exceptionnels sur opérations de gestion				
Produits exceptionnels sur opérations en capital			10 069	3 500
Reprises sur provisions et transferts de charges			21 511	25 849
			31 580	29 349
CHARGES EXCEPTIONNELLES				
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion			17 099	2 864
Charges exceptionnelles sur opérations en capital			584	164
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions			29 342	41 049
			47 026	44 078
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL			(15 446)	(14 728)
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise			240 584	503 779
Impôts sur les bénéfices			1 049 424	2 565 649
TOTAL DES PRODUITS			31 867 127	36 943 488
TOTAL DES CHARGES			28 951 067	32 256 179
BÉNÉFICE OU PERTE			2 916 060	4 687 309

ANNEXE AUX COMPTES SOCIAUX

PRINCIPES COMPTABLES & MÉTHODES D'ÉVALUATION

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2009, d'une durée de 12 mois, couvrant la période du 1^{er} janvier 2009 au 31 décembre 2009.

Les comptes annuels sont exprimés en Euros.

FAITS CARACTÉRISTIQUES INTERVENUS DURANT L'ANNÉE

Afin de permettre la poursuite de la stratégie de rationalisation des approvisionnements par la mutualisation des achats, la société Evolis a pris une participation de 70% de la société Détraplast, spécialisée dans l'injection de pièces plastiques techniques et complexes, en petites et moyennes séries.

Par ailleurs, Evolis a pris une participation de 10% de la société Cofidur. Elle a noué un partenariat industriel et financier avec le Groupe Cofidur, un des leaders dans le secteur de la sous-traitance électronique. Ce rapprochement avec un fournisseur stratégique de la filière électronique va permettre à Evolis de sécuriser son sourcing en cartes électroniques d'une qualité irréprochable, de poursuivre la rationalisation de son approvisionnement et d'être plus réactif en terme de conception et de production.

PRINCIPES COMPTABLES

Les comptes annuels sont établis conformément aux règles comptables (PCG 99-03), dans le respect du principe de prudence et de l'indépendance des exercices, et en présupposant la continuité de l'exploitation.

L'évaluation des éléments inscrits est pratiquée par référence à la méthode dite des coûts historiques.

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

MÉTHODES D'ÉVALUATION

Immobilisations incorporelles

Les logiciels sont amortis sur une durée de 3 ans.

Le brevet de la nouvelle imprimante Tattoo est amorti sur une durée de 5 ans.

Les dépôts de marque ne font pas l'objet d'amortissement.

Au titre de l'exercice 2009, les frais de recherche et développement ont été comptabilisés en charges.

Immobilisations corporelles

Elles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements de dépréciation économiquement justifiés sont calculés sur la durée de vie estimée des immobilisations selon le mode linéaire ou dégressif lorsque la législation le permet.

Le nouvel immeuble a fait l'objet de la décomposition suivante :

Gros œuvre et structure	Linéaire sur 40 ans
Menuiseries extérieures	Linéaire sur 25 ans
Plomberie - chauffage - étanchéité	Linéaire sur 20 ans
Aménagements intérieurs	Linéaire sur 15 ans
Aménagements extérieurs - abord	Linéaire sur 10 ans
Revêtements de sols	Linéaire sur 7 ans

Le mode et la durée d'amortissement des autres immobilisations corporelles sont les suivantes :

Matériel industriel	Linéaire de 3 à 5 ans
Outillage	Linéaire sur 3 ans
Agencements et aménagements	Linéaire sur 5 ans
Installations générales et agencements	Linéaire de 5 à 10 ans
Matériel de transport	Linéaire de 1 à 5 ans
Matériel de bureau et informatique ou dégressif sur 3 ans	Linéaire de 3 à 5 ans
Mobilier	Linéaire sur 5 ans

Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont évaluées à leur coût d'acquisition. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur actuelle à la clôture de l'exercice est inférieure à la valeur d'acquisition. La valeur actuelle à la clôture est déterminée pour les valeurs cotées en bourse par la moyenne du cours de bourse de décembre. Pour les autres valeurs, celles-ci sont évaluées à leur valeur d'utilité.

Stocks

Les stocks de marchandises et de matières sont évalués au prix de revient d'achat (selon la méthode du coût moyen pondéré).

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les stocks de produits finis sont valorisés au coût de production, excluant les frais généraux non imputables à la production, les frais financiers et les frais liés à la commercialisation.

Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur probable de réalisation des stocks est inférieure à leur prix de revient.

Créances

Les créances ont été inscrites pour leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est constituée pour les créances douteuses afin de tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu.

Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur actuelle à la clôture de l'exercice est inférieure à la valeur d'acquisition.

Méthode de conversion

Les opérations d'achats et de ventes réalisées avec l'étranger sont converties en euros selon le cours moyen du mois.

Les créances et dettes sont exprimées selon le cours de clôture au 31 décembre 2009.

Provisions pour risques et charges

Les provisions sont comptabilisées lorsque le groupe a une obligation résultant d'un événement passé, qu'une sortie probable de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

Participation

La société a inscrit en charges à payer à la clôture de l'exercice 2009, la participation des salariés aux résultats de l'entreprise pour un montant de 240 584 €.

Engagements en matière de retraite

La société a constitué une provision d'un montant de 159 830 € au titre des indemnités de départ en retraite à verser aux salariés en fin de carrière.

Conformément à la recommandation 2003 – R. 01 du CNC, le montant de la provision a été évalué en appliquant la méthode préférentielle (norme IAS 19 révisée). La méthode de calcul utilisée est la méthode rétrospective des unités de crédits projetés avec droits accumulés.

La formule de calcul est la suivante :

$$S \times (1+t)^n \times P \times Tv \times Tr \times (1+i)^{-n}$$

S = salaire de référence du personnel en contrat à durée indéterminée

t = taux de revalorisation des salaires : 4%

P = coefficient des droits acquis à la clôture de l'exercice

Tv = taux d'espérance de vie

Tr = taux de rotation : 5%

i = taux d'actualisation : rendement des OAT zéro coupon 10 ans soit 3.52%

Départ à l'initiative du salarié à 65 ans.

Le montant de la provision s'explique par l'effectif, 123 personnes, l'âge moyen et l'ancienneté peu élevée (5 ans) des salariés de la société.

INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN

IMMOBILISATIONS				
VALEUR BRUTE	31/12/08	ACQUISITIONS	CESSIONS	31/12/09
Frais d'établissement				
Frais recherche et développement				
Autres immobilisations incorporelles	266 788	58 450		325 238
Immobilisations en cours	224 357	269 772		494 129
INCORPORELLES	491 145	328 222		819 367
Terrains	353 477			353 477
Constructions	5 255 095			5 255 095
Constructions sur sol d'autrui				
Agencements des constructions	18 568	80 954		99 522
Install. techn., matériel et outillage	1 887 927	613 018		2 500 945
Agencements divers	12 598			12 598
Matériels de transport	349 553	62 244	284	411 513
Matériel de bureau et informatique	617 520	292 911		910 431
Autres	5 314			5 314
Immobilisations en cours	71 100	15 367	71 100	15 367
Avances et acomptes				
CORPORELLES	8 571 151	1 064 494	71 384	9 564 261
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations	8 131	868 906		877 037
Autres titres immobilisés	513 386	501 378	1 011 565	3 200
Prêts & Autres immob. financières	6 250	531 534	376 502	161 282
FINANCIÈRES	527 768	1 901 818	1 388 067	1 041 519
TOTAL GÉNÉRAL	9 590 064	3 294 534	1 459 451	11 425 147
AMORTISSEMENTS				
	31/12/08	DOTATIONS	CESSIONS	31/12/08
Frais d'établissement				
Frais recherche et développ.				
Autres immob. incorporelles	191 483	39 533		231 016
INCORPORELS	191 483	39 533		231 016
Constructions	349 866	272 435		622 301
Constructions sur sol d'autrui				
Agencements des constructions	1 415	14 374		15 789
Install. techn., matériel et out.	1 167 329	453 836		1 621 165
Agencements divers	9 921	1 508		11 430
Matériels de transport	96 202	61 376	284	157 294
Matériel de bureau et informat.	364 185	159 137		523 321
Autres				
CORPORELS	1 988 918	962 666	284	2 951 300
TOTAL GÉNÉRAL	2 180 401	1 002 199	284	3 182 316
	LINEAIRE	DÉGRESSIF	EXCEPTIONNEL	TOTAL
DOTATIONS	896 261	105 938		1 002 199

Actions propres

Dans le cadre d'un contrat de liquidité mis en place en Juillet 2009, la société EVOLIS détenait, au 31/12/2009, 6 109 actions EVOLIS ayant pour valeur d'acquisition 61 569 Euros

État des créances à la clôture de l'exercice

Les échéances des créances à la clôture de l'exercice se répartissent comme suit :

À un an au plus	8 628 148
À plus d'un an	180 250
Total des créances	8 808 397

Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement figurent au bilan pour leur valeur d'acquisition :

Les plus-values latentes non comptabilisées sont de :	-
Valeur liquidative à la clôture	4 480 865

Charges constatées d'avance

Le poste "Charges constatées d'avance" correspond à des charges d'exploitation enregistrées au cours de l'exercice, mais qui courent pour partie sur l'exercice suivant.

73 294

Produits à recevoir

État	73 198
	73 198

Éléments d'actif concernant les entreprises liées

Titres de participations	233 130
Clients et comptes rattachés	653 717
Autres créances	2 585 013
Écarts de conversion	23 765
	3 495 625

Capital social

Le capital social se décompose de la façon suivante :

Nombre de titres	5 136 068
Valeur nominale	0,08 €

Variation des capitaux propres

Montant avant résultat à l'ouverture de l'exercice 18 617 238

Affectation des résultats de l'exercice précédent suivant décision de l'assemblée générale ordinaire :	
- réserve légale	176
- autres réserves	3 509 287
- dividendes	1 177 846

Procès-verbal des Conseils d'administration du 5 mars 2009	
- Virement dans le poste "Capital" dans le cadre du plan d'attribution d'actions gratuites - Emission de 11 000 actions	880
- Prélèvement autres Réserves	-880

Procès-verbal des Conseils d'administration du 9 juin 2009	
- Virement dans le poste "Capital" dans le cadre du plan d'attribution d'actions gratuites - Emission de 10 000 actions	800
- Prélèvement autres Réserves	-800

Procès-verbal du Conseil d'administration du 11 juillet 2009

- Virement dans le poste "Capital" dans le cadre du plan d'attribution d'actions gratuites - Emission de 5 000 actions	400
- Prélèvement autres Réserves	-400

Procès-verbal du Conseil d'administration du 11 juillet 2009

- Virement dans le poste "Réserve indisponible" dans le cadre du plan d'attribution de 2 000 actions gratuites (0,08 euros l'action)	160
- Prélèvement autres Réserves	-160

Amortissement des subventions d'investissement -3 500

Variations nettes de l'exercice des provisions réglementées 7 831

Montant à la clôture avant résultat 22 131 032

Résultat de l'exercice 2 916 060

Montant à la clôture de l'exercice 25 047 092

Plan de Bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise (BCE)

Evolution du nombre de BCE

	Nombre de BCE	Prix d'exercice moyen en €
BCE en circulation au 31/12/2008	23 227	10,53
BCE attribués au cours de la période	0	n/a
BCE exercés au cours de la période	0	n/a
BCE en circulation au 31/12/2009	23 227	10,53
dont exerçables	10 227	9,24

Plan d'attribution gratuite d'actions

Caractéristiques

Date d'attribution	11/07/09
Organe ayant attribué les actions	Conseil d'administration
Nombre d'actions	2 000
Prix d'exercice (en €)	0,00 €
Période d'acquisition	2 ans
Durée de vie	n/a

Evolution du nombre d'actions gratuites

	Nombre d'actions
Actions en circulation au 31/12/2008	29 825
Actions attribuées au cours de la période	2 000
Actions acquises au cours de la période	26 000
Actions en circulation au 31/12/2008	5 825

Juste valeur des actions attribuées

Date d'attribution	11/07/09
Cours à la date d'attribution (en €)	9,59 €
Délai d'acquisition (mois)	24
Turn over (par an)	5%

État des échéances des dettes

Les échéances des dettes à la clôture de l'exercice se répartissent comme suit :

	moins 1 an	de 1 à 5 ans	plus de 5 ans	Total
Emprunts et dettes financières	915 611	2 375 836		3 291 447
Autres dettes	4 333 034			4 333 034
Total général	5 248 645	2 375 836		7 624 481

État des provisions

Les mouvements concernant l'exercice sont détaillés ci-après :

	31/12/08	Dotations	Reprises	31/12/09
Provisions réglementées :				
- amortissements dérogatoires	64 247	29 342	21 511	72 078
- hausse des prix				
- provisions investissement				
- autres provisions réglementées				
Total	64 247	29 342	21 511	72 078

	31/12/08	Dotations	Reprises		31/12/09
			Montants utilisés	Montants non utilisés	
Provision p/risques & charges :					
- litiges					
- garanties	158 768	125 087	69 164	66 432	148 259
- pertes de change	163 538	24 907	163 538		24 907
- impôts					
- provision indemnités départ à la retraite	121 751	38 079			159 830
Total	444 057	188 073	232 702	66 432	332 996

	31/12/08	Dotations	Reprises	31/12/08
Provisions pour dépréciation :				
- sur immob. financières		64 022		64 022
- sur stocks	190 767		78 607	112 160
- sur créances clients	9 201	474		9 674
- autres provisions pour dépréciation	0	0	0	0
Total	199 968	64 496	78 607	185 856

Charges à payer

Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	6 083
Fournisseurs et comptes rattachés	109 341
Dettes fiscales et sociales	1 023 976
Disponibilités, charges à payer	366
Total	1 139 766

Éléments de passif concernant les entreprises liées

Dettes fournisseurs et comptes rattachés	120 514
Écarts de conversion	20 031
Total	140 545

Écarts de conversion

Ils résultent des valorisations des dettes et créances en monnaies étrangères au cours de la date de clôture des comptes, ils s'analysent comme suit :

	Actif	Provision	Passif
	Perte latente	Perte de change	Gain latent
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 876	4 876	328
Créances clients et comptes rattachés			37 726
Autres créances (compte courant filiale)	20 031	20 031	
Total	24 907	24 907	38 054

INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RÉSULTAT

Chiffres d'affaires hors taxes par nature

2009

Zones	Imprimantes	Consommables	Divers	Total
Amérique	3 190 311	3 033 658	524 796	6 748 765
Asie	3 063 428	1 806 885	388 429	5 258 742
EMEA (1)	10 149 676	6 892 899	1 560 734	18 603 309
Total	16 403 415	11 733 442	2 473 959	30 610 816

2008

Zones	Imprimantes	Consommables	Divers	Total
Amérique	4 132 473	2 008 380	547 885	6 688 738
Asie	5 503 257	1 757 757	266 404	7 527 418
EMEA (1)	12 215 665	7 059 099	1 478 563	20 753 327
Total	21 851 395	10 825 236	2 292 852	34 969 483

(1) EMEA = Europe Middle East Africa (Europe Moyen Orient Afrique)

Crédit impôt recherche

Les dépenses de recherche engagées au cours de l'exercice ont permis de bénéficier d'un crédit d'impôt recherche de : 228 334

Ce crédit d'impôt représente une créance sur l'État (l'impôt négatif) qui majore le résultat de l'entreprise)

Transfert de charges

	31/12/09	31/12/08
Assurances	1 502	24 313
Avantages en Nature	45 678	35 405
Formation	58 916	32 109
Autres	7 801	4 668
Total	113 898	96 495

Ventilation de l'effectif moyen

	31/12/09	31/12/08
Cadres et agents de maîtrise	45	37
Employés	78	88
Ouvriers		
Total général	123	125

Éléments financiers concernant les entreprises liées

Charges financières	516 800
Produits financiers :	
- Produits d'intérêts sur compte courant	39 119
- Gains de change	301 003
	340 122
Chiffre d'affaires 2009 réalisé	6 753 100

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

	Résultat avant IS	Impôt	Résultat net
Résultat courant	4 221 514	966 448	3 255 066
Résultat exceptionnel	-15 446	-5 174	-10 272
Participation des salariés	-240 584	88 151	-328 735
Total général	3 965 484	1 049 424	2 916 060

Situation fiscale latente

	31/12/09	31/12/08
Elle s'analyse comme suit :		
- provisions réglementées	72 078	64 247
- subvention d'investissement	61 763	65 263
- charges à répartir		
- écart de conversion - actif	24 907	163 538
- autres		
Accroissement de la dette future d'impôt	158 748	293 048
- provisions et charges non déductibles	289 725	559 992
- plus-values latentes sur OPCVM		
- autres	65 059	
Allègement de la dette future d'impôt	354 784	559 992
Assiette de l'impôt	-196 036	-266 944
Impôt correspondant	-67 140	-91 425

Amortissements réputés différés

Déficits reportables

Moins-values à long terme

Résultat hors évaluation fiscale dérogatoire

	31/12/09	31/12/08
Résultat de l'exercice	2 916 060	4 687 309
+ Dotation de l'exercice aux provisions réglementées déductibles	29 342	41 049
- Reprise de l'exercice sur provisions réglementées imposables	21 511	25 849
- Charge d'impôt du fait de ces provisions	2 682	5 206
Résultat net hors évaluations fiscales dérogatoires	2 921 209	4 697 303

RESULTAT FINANCIER

Il s'analyse comme suit :

	31/12/09	31/12/08
Résultat de change	5 684	268 154
Coût de l'endettement	-140 686	-150 263
Produits financiers sur placements et trésorerie	142 171	311 955
Produits financiers sur comptes courants	39 119	116 661
Résultat d'escompte	78 736	78 345
Résultat dot prov et reprise immo financières	-64 022	
Total	61 002	624 852

AUTRES INFORMATIONS

Rémunérations allouées aux mandataires sociaux

	31/12/09	31/12/08
Rémunérations	607 125	778 160
Total	607 125	778 160

Droit individuel à la formation

Volume d'heures de formation cumulé (correspondant aux droits acquis au titre du droit individuel de formation par les salariés) 8 510 heures

Volumes d'heures de formation n'ayant pas donné lieu à demande 8 510 heures

Dettes garanties par des sûretés réelles et engagements financiers

L'emprunt souscrit auprès du CIC pour 4 000 000 Euros afin de financer la construction de l'immeuble a donné lieu à la garantie suivante :

- promesse d'hypothèques à première demande concernant l'immeuble

Contrat de change à terme

Des achats réalisés en JPY ont conduit la société EVOLIS à mettre en place un contrat d'achat à terme de devise JPY avec une échéance 28 juin 2010. Au 31 décembre 2009, le solde du contrat s'élevait à 50 000 000 JPY, faisant ressortir une moins value latente de 8 163 Euros.

Liste des filiales et participations

(A) les montants sont exprimés en Euros

	Capital (A)	Capitaux propres autres que le capital (A)	Quote part du capital détenu (en %) (A)	Chiffre d'affaires HT du dernier exercice écoulé (A)	Résultat du dernier exercice clos (A)
1 - Filiales (détenues à + 50%)					
EVOLIS INC. (Miami, États-Unis)	8 130	1 220 396	100%	8 830 629	381 846
EVOLIS Asia (Singapour)	75 000	35 229	100%	387 779	15 229
Sarl DETRAPLAST	82 500	-6 766	70%	768 484	-89 582
2 - Participations (détenues entre 10 et 50%)					
COFIDUR	3 019 594	NC	10%	NC	NC

	Filiales		Participations	
	Françaises	Étrangères (A)	Françaises	Étrangères (A)
Valeur comptable des titres détenus				
valeur brute :	150 000	83 130	643 907	
valeur nette :	150 000	83 130	579 885	
Montant des prêts et avances accordés		2 564 982	224 975	
Montant des cautions et avals donnés	néant	néant	néant	néant
Montant des dividendes encaissés	néant	néant	néant	néant

TABLEAU RELATIF À LA PUBLICITÉ DES HONORAIRES

DES CONTRÔLEURS LÉGAUX DES COMPTES ET DES MEMBRES DE LEURS RÉSEAUX

Exercice 2009

	Commissaire RSM SECOVEC				Commissaire BOISSEAU & ASSOCIES			
	Montant (HT)		%		Montant (HT)		%	
	N	N-1	N	N-1	N	N-1	N	N-1
Audit								
- Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés (b)	17 298	24 554	49%	59%	17 854	17 385	51%	41%
- Émetteur								
- Filiales intégrées globalement								
- Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes (c)								
- Émetteur								
- Filiales intégrées globalement								
Sous-total	17 298	24 554	49%	59%	17 854	17 385	51%	41%
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement (d)								
- Juridique, fiscal, social								
- Autres (à préciser si > 10% des honoraires d'audit)								
Sous-total	0	0	0%	0%	0	0	0%	0%
Total	17 298	24 554	49%	59%	17 854	17 385	51%	41%

(a) Concernant la période à considérer, il s'agit des prestations effectuées au titre d'un exercice comptable prises en charge au compte de résultat.

(b) Y compris les prestations des experts indépendants ou membres du réseau du commissaire aux comptes, auxquels celui-ci a recours dans le cadre de la certification des comptes.

(c) Cette rubrique reprend les diligences et prestations directement liées rendues à l'émetteur ou à ses filiales :
- par le commissaire aux comptes dans le respect des dispositions de l'article 10 du code de déontologie,
- par un membre du réseau dans le respect des dispositions des articles 23 et 24 du code de déontologie.

(d) Il s'agit des prestations hors Audit rendues, dans le respect des dispositions de l'article 24 du code de déontologie, par un membre du réseau aux filiales de l'émetteur dont les comptes sont certifiés.

(e) Ajouter une colonne s'il y a plus de deux commissaires aux comptes.

RÉSULTATS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

Date d'arrêté	31/12/09	31/12/08	31/12/07	31/12/06	31/12/05
Durée de l'exercice (mois)	12	12	12	12	12
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social	410 885	408 805	407 045	407 045	304 898
Nombre d'actions					
- ordinaires	5 136 068	5 110 068	5 088 068	5 088 068	20 000
- à dividende prioritaire					
Nombre maximum d'actions à créer					
- par conversion d'obligations					
- par droit de souscription					
OPERATIONS ET RESULTATS					
Chiffre d'affaires hors taxes	30 610 815	34 969 483	35 519 976	28 180 297	19 356 160
Résultat avant impôt, participation, dot. amortissements et provisions	5 090 926	8 694 525	8 334 671	6 450 004	4 091 344
Impôts sur les bénéfices	1 049 424	2 565 649	2 499 904	1 817 164	1 237 391
Participation des salariés	240 584	503 779	510 658	377 942	329 725
Dot. Amortissements et provisions	884 858	937 788	664 398	685 816	501 978
Résultat net	2 916 060	4 687 309	4 659 711	3 569 082	2 022 250
Résultat distribué		1 177 846	1 170 256	712 330	407 045
RESULTAT PAR ACTION					
Résultat après impôt, participation, avant dot.amortissements, provisions	0,74	1,10	1,05	0,84	126
Résultat après impôt, participation dot. amortissements et provisions	0,57	0,92	0,92	0,70	101
Dividende attribué		0,23	0,23	0,14	20
PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés	123	125	111	94	75
Masse salariale	4 399 684	4 561 337	3 714 398	3 225 887	2 335 734
Sommes versées en avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales...)	2 022 827	1 970 471	1 695 658	1 447 315	1 032 802

14, avenue de la Fontaine
Z.I. Angers Beaucouzé
49070 BEAUCOUZÉ - France

Tél : +33 (0) 241 367 606

Fax : +33 (0) 241 367 612

info@evolis.com - www.evolis.com